

0766



SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision 24. April 1991

Decisione

**Uebereinkommen zum Schutz der Alpen (Alpenkonvention);
 Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens**

Aufgrund des Antrages des EDI vom 10. April 1991

Aufgrund der Ergebnisse des Mitberichtsverfahrens wird

beschlossen:

1. Vom Entwurf des Uebereinkommens zum Schutz der Alpen (Alpenkonvention) und vom erläuternden Bericht dazu wird Kenntnis genommen. Der Bundesrat behält sich seine Stellungnahme vor.

Der erläuternde Bericht wird wie folgt geändert:

S. 6: Die Abschnitte zwei und drei werden gestrichen.

S. 3, am Ende von Kapitel I wird der letzte Satz gestrichen ("Danach ... sein.")

S. 9, Kapitel IV, erster Abschnitt, Präzisierung im letzten Satz:
 "... der Finanzkraft der Kantone. Diese Politik wird in der Schweiz - soweit möglich - unter Berücksichtigung ... zu gestalten sein.

2. Das EDI wird ermächtigt, bei den Kantonen, den politischen Parteien und den interessierten Organisationen die Vernehmlassung zu eröffnen.

Der Brief an die Kantone S. 1, dritter Abschnitt, wird ab Zeile 3 wie folgt geändert:

"... der nun zur Vernehmlassung kommt, damit die Schweiz an der nächsten Alpenkonferenz ... eine abgesicherte Stellung einnehmen kann."

Ferner werden die Schreiben an die Vernehmlassungsadressaten ergänzt mit Hinweisen über den zeitlichen Ablauf des Vernehmlassungsverfahrens für die Protokolle.



- 2 -

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

Ziff. 2, 5, 6 und 7 werden gestrichen (Fragen betr. Organisationsstruktur).

Au Conseil fédéral

Die unter Ziff. 5 der Vernehmlassungsliste aufgeführten Adressaten werden separat begrüsst.

3. Das Vernehmlassungsverfahren dauert bis Ende Juni 1991.
4. Die Bundeskanzlei kündigt die Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens im Bundesblatt an.

Für getreuen Auszug,
 der Protokollführer:

Protokollauszug an:			
ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage			
z.V. z.K.	Dep.	Anz.	Akten
<input checked="" type="checkbox"/>	EDA	10	-
<input checked="" type="checkbox"/>	EDI	10	-
<input checked="" type="checkbox"/>	EJPD	5	-
<input checked="" type="checkbox"/>	EMD	5	-
<input checked="" type="checkbox"/>	EFD	7	-
<input checked="" type="checkbox"/>	EVD	5	-
<input checked="" type="checkbox"/>	EVED	5	-
<input checked="" type="checkbox"/>	BK	6	-
	EFK		
	Fin.Del.		



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

3003 Berne, 10 avril 1991

Au Conseil fédéral

Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)
 Ouverture de la procédure de consultation.

Nous fondant sur les motifs développés ci-après, nous vous proposons de nous autoriser à ouvrir la procédure de consultation auprès des cantons, des partis politiques et des associations faitières intéressées concernant le projet de Convention sur la protection des Alpes (titre abrégé: Convention alpine). Ce projet a été préparé par un Groupe international de travail des hauts fonctionnaires des pays de l'arc alpin et sera ouvert à la signature en occasion d'une Conférence internationale des Ministres de l'environnement sur la protection des Alpes, qui sera tenue en Autriche dans le courant de l'automne 1991.

1. La première Conférence internationale des Ministres de l'environnement sur la protection des Alpes, qui a eu lieu à Berchtesgaden du 9 au 11 octobre 1989 sur invitation et sous la présidence du Professeur Klaus Töpfer, Ministre de l'environnement de la République fédérale d'Allemagne, a adopté une résolution et un programme de travail pour un Groupe international des hauts fonctionnaires des sept pays de l'arc alpin chargé de préparer une Convention-cadre et des réglementations contraignantes sous forme de protocoles pour cinq domaines choisis. La Convention et les protocoles devraient être prêts pour la deuxième Conférence ministérielle sur la protection des Alpes.

2. Le projet de Convention en annexe, du 28 février 1991, préparé par le Groupe international de travail des hauts fonctionnaires, a déjà été examiné de façon informelle dans différents pays par des instances politiques et administratives ainsi que des organisations faïtières intéressées. Il doit cependant encore être soumis à consultation officielle dans chaque pays alpin et les résultats de la consultation constitueront la base pour la rédaction du texte définitif en vue de la prochaine Conférence ministérielle sur la protection des Alpes.

3. La Convention sur la protection des Alpes part de l'hypothèse que l'arc alpin représente le plus grand espace naturel cohérent d'Europe et est en même temps le cadre de vie d'une population résidente avec une longue tradition et une culture de valeur, ainsi qu'un espace économique, un milieu de loisirs et de sports pour les régions extra-alpines et support de voies de communications essentielles entre le Nord et le Sud de l'Europe. Elle constate de même que les fonctions écologiques de l'espace alpin sont de plus en plus menacées par l'homme qui les exploite et que la réparation des dommages, pour autant qu'elle soit possible, requiert de grands efforts, des coûts élevés et, en règle générale, des mesures de très longue haleine.

Pour répondre à ces exigences, la Convention alpine prévoit un engagement général des parties contractantes en vue d'une politique globale de préservation et de protection des Alpes qui tienne compte des principes de prévention, du pollueur-payeur, de coopération et de proportionnalité, tout en respectant les intérêts des différents pays alpins et en utilisant les ressources avec discernement et de façon durable.

La Convention définit aussi les différents buts sectoriels généraux à atteindre et fixe les organes chargés de sa mise en oeuvre, tels la Conférence des parties contractantes (Conférence alpine), le Comité permanent de la Conférence et le Secrétariat, ainsi que leurs règles de fonctionnement.

Les éléments concrets d'application de ces buts généraux dans les différentes activités sectorielles, telles l'agriculture, le tourisme, la protection de la nature et du paysage, etc, feront l'objet de protocoles additionnels techniques qui seront progressivement approuvés.

4. En Suisse la coordination des travaux de préparation de la Convention alpine et de ses protocoles a été organisée comme suit:

- la délégation suisse au sein du Groupe international de travail des hauts fonctionnaires est dirigée par un représentant de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) et comprend en outre un représentant chacun de l'Office fédéral des transports et de la Direction du droit international public, ainsi que deux représentants de cantons alpins (Uri et Grisons);
- aux travaux des groupes d'experts chargés de la préparation des protocoles participent de même des représentants de cantons alpins et des offices fédéraux compétents en la matière;
- dans un "Groupe de travail suisse sur la protection des Alpes", dirigé par l'OFEFP, ont été invités à participer les cantons alpins: Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald, Glaris, Fribourg, Appenzell Rhôdes intérieures et extérieures, St-Gall, Grisons, Tessin, Vaud, Valais et Genève, ainsi que 15 offices fédéraux plus particulièrement intéressés.

- 4 -

Tous les membres du groupe de travail suisse reçoivent régulièrement les documents produits à l'échelon international par le Groupe des hauts fonctionnaires et les groupes d'experts. Ces documents ont été discutés jusqu'ici au cours de trois séances tenues les 20 avril, 10 août et 23 novembre 1990.

5. Le Groupe international de travail des hauts fonctionnaires a mandaté cinq groupes d'experts, dirigés chacun par un pays de l'arc alpin, pour la préparation de protocoles concernant les thèmes suivants:

- protection de la nature et du paysage, sous la présidence de l'Allemagne;
- transports, sous la présidence de la Suisse (Office fédéral des transports);
- agriculture de montagne, sous la présidence de l'Italie;
- tourisme, sous la présidence de la France;
- aménagement du territoire, sous la présidence de la France.

Les projets des protocoles en question n'ont pas encore atteint le niveau de concrétisation nécessaire pour être mis en consultation officielle en même temps que le projet de Convention. De ce fait, il semble très peu probable que l'un ou l'autre de ces protocoles puisse déjà être prêt pour la signature lors de la Conférence ministérielle d'automne 1991.

6. Du fait que les cantons de l'arc alpin et bon nombre d'offices fédéraux intéressés ont été informés régulièrement et ont déjà pu donner leur avis sur des versions antérieures du projet de Convention alpine, la durée de la consultation officielle auprès des cantons, des partis politiques et des organisations nationales faitières peut être fixée à deux

- 5 -

mois. Cela permettra à la délégation suisse de défendre en connaissance de cause les intérêts de notre pays au sein du Groupe international de travail des hauts fonctionnaires pendant la préparation finale de la Convention.

7. Les Secrétariats généraux de tous les Départements ainsi que les offices fédéraux représentés au sein du "Groupe de travail suisse sur la protection des Alpes" ont été consultés. L'Office de l'agriculture n'a pas pris position et l'Office de l'économie des eaux a réitéré ses réserves de principe vis-à-vis de la Convention et notamment de la nécessité d'une politique globale dans le domaine qui le concerne (les modifications de détail proposées ont été prises en compte pour la plus grand partie). Les autres offices qui ont répondu se sont déclarés d'accord avec la présentation de cette proposition.

Nous vous proposons dès lors de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'INTERIEUR

Sig. Cotti

Flavio Cotti

Annexes :

- Projet de décision du Conseil fédéral
- Projet de Convention sur la protection des Alpes, du 28 février 1991
- Rapport explicatif
- Résolution de Berchtesgaden
- Lettres d'accompagnement destinées aux autorités et milieux à consulter
- Liste des autorités et milieux à consulter

PROJET

28 février 1991

CONVENTION SUR LA PROTECTION DES ALPES
Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine);
ouverture de la procédure de consultation

Vu la proposition du DFI du 10 mars 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé :

1. Il est pris acte du projet de Convention sur la protection des Alpes et du rapport explicatif l'accompagnant.
2. Le DFI est autorisé à ouvrir la consultation auprès des cantons, des partis politiques et des organisations nationales faitières.
3. Le délai de la procédure de consultation expire le 15 mai 1991.
4. La Chancellerie fédérale annonce l'ouverture de la procédure de consultation dans la Feuille fédérale.

Pour extrait conforme,

Le secrétaire:

PROJET

28 février 1991

**CONVENTION SUR LA PROTECTION DES ALPES
(CONVENTION ALPINE)****PREAMBULE**

La République fédérale d'Allemagne,
la République française,
la République italienne,
la République socialiste fédérative de Yougoslavie,
la Principauté du Liechtenstein,
la République d'Autriche,
la Confédération suisse,
ainsi que
la Communauté économique européenne,
ci-après désignées Parties contractantes,

Conscientes que les Alpes constituent le plus grand espace naturel cohérent d'Europe et un cadre de vie, un espace économique, culturel et récréatif au coeur de l'Europe, se distinguant par sa nature, sa culture et son histoire spécifiques et variées, auquel participent de nombreux peuples et pays,

Reconnaissant que les Alpes ne sont pas seulement un cadre de vie et un espace économique pour la population qui y habite, mais qu'elles revêtent également une importance particulière pour les régions extra-alpines ainsi que comme support de voies de communication essentielles,

Reconnaissant le fait que les Alpes sont un habitat et un refuge indispensables pour nombre d'espèces animales et végétales menacées,

Conscientes de la grande hétérogénéité des différentes réglementations juridiques, des conditions de l'espace naturel, de l'établissement humain, de l'agriculture et de la sylviculture, de l'état du développement de l'économie, de la densité du trafic ainsi que du type et de l'intensité de l'exploitation touristique,

Considérant le fait que l'espace alpin et ses fonctions écologiques sont de plus en plus menacés par l'exploitation croissante que l'homme en fait et que la réparation des dommages, quand elle est possible, ne peut se faire qu'au prix d'intenses efforts, de coûts élevés, et, en règle générale, sur de longues périodes,

Convaincues que les intérêts économiques et les exigences écologiques doivent être harmonisés,

sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I DOMAINE D'APPLICATION

L'objet de la présente Convention est la région des Alpes telle que décrite et représentée en annexe.

ARTICLE II OBLIGATIONS GENERALES

1. Les Parties contractantes, en tenant compte des principes de prévention, du pollueur-payeur, de coopération et de proportionnalité, assurent une politique globale de préservation et de protection des Alpes en prenant en considération de façon équitable les intérêts des Parties contractantes tout en utilisant avec discernement les ressources et en les exploitant de façon durable. La coopération transfrontalière en faveur de l'espace alpin est intensifiée et élargie sur le plan géographique et thématique.
2. Pour atteindre l'objectif cité au paragraphe 1, les Parties contractantes prendront des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants:
 - a) population et culture - en visant le maintien et le respect de l'identité culturelle et sociale de la population qui y habite, et la garantie de ses ressources économiques fondamentales ainsi que l'encouragement de la compréhension mutuelle et des relations de collaboration entre la population des Alpes et des régions extra-alpines,
 - b) aménagement du territoire - en visant à délimiter tous les besoins d'utilisation des sols, à prévoir une planification intégrée s'orientant sur les exigences futures et à harmoniser les mesures qui en découlent, ainsi qu'à éviter une surexploitation, à conserver ou à rétablir des conditions de vie saines et les fonctions écologiques de l'ensemble du territoire, tout en tenant compte particulièrement des risques naturels,
 - c) qualité de l'air - en visant une réduction radicale des émissions de polluants et des nuisances qui en découlent dans l'espace alpin ainsi que des apports externes de polluants,
 - d) protection du sol - en visant la réduction des préjudices quantitatifs et qualitatifs causés au sol, par exemple en utilisant des techniques de production agricoles et sylvicoles ménageant les sols, en exploitant ceux-ci de façon mesurée, en freinant l'érosion ainsi qu'en limitant l'imperméabilisation des sols,
 - e) bilan hydrologique - en visant à conserver ou rétablir la salubrité des systèmes d'eau, notamment en préservant la qualité des eaux et à maintenir l'exploitation de l'énergie hydraulique dans un cadre tenant compte aussi bien des intérêts de l'environnement que de ceux de la population,
 - f) protection de la nature et entretien des paysages - en visant la protection, l'aménagement et, si nécessaire, la restauration de la nature et des paysages de manière à garantir durablement la capacité des écosystèmes, la préservation de la faune et de la flore ainsi que de leurs habitats, le pouvoir de régénération et le rendement à long terme du

patrimoine naturel ainsi que la diversité, l'originalité et la beauté de la nature et des paysages dans leur ensemble,

- g) tourisme - en visant l'harmonisation des activités touristiques et de loisir avec les exigences écologiques et sociales, tout en limitant les activités touristiques et de loisir qui sont préjudiciables à l'environnement, notamment par la délimitation de zones de repos non aménagées,
 - h) agriculture de montagne - en visant le maintien et la promotion d'une agriculture adaptée au site et tolérable pour l'environnement dans l'intérêt général et la prise en considération des handicaps économiques dans l'espace alpin,
 - i) forêts de montagne - en visant la préservation de la fonction protectrice et l'entretien des forêts de montagne dans le respect de la nature ainsi que le renforcement de la résistance des écosystèmes forestiers,
 - j) transports - en visant la réduction des nuisances et des risques dans le secteur du trafic transalpin et interalpin, de telle sorte qu'ils ne soient pas préjudiciables aux hommes, à la faune et à la flore ainsi qu'à leur cadre de vie et leurs habitats. En particulier, le trafic de marchandises transalpin ainsi que le transport de marchandises dangereuses doivent s'effectuer sur rail, dans la mesure où l'infrastructure ferroviaire le permettra,
 - k) approvisionnement en énergie - en visant à imposer une production, distribution et utilisation de l'énergie tolérable pour l'environnement, préservant les écosystèmes et ménageant le paysage et à encourager des mesures d'économie d'énergie,
 - l) récupération des déchets - en visant le développement des systèmes de ramassage, de recyclage et d'évacuation des déchets adaptés aux besoins topographiques, géologiques et climatiques spécifiques de l'espace alpin en évitant tout particulièrement a priori la production de déchets.
3. Les Parties contractantes conviennent des protocoles fixant les détails d'application de la présente Convention.

ARTICLE III RECHERCHE ET OBSERVATIONS SYSTEMATIQUES

Dans les domaines cités à l'article II, les Parties contractantes conviennent

- a) d'effectuer des travaux de recherche, des évaluations scientifiques et d'y travailler en collaboration,
- b) de développer des programmes communs ou se complétant mutuellement pour une observation systématique,
- c) d'harmoniser les recherches et les observations ainsi que la saisie de données y afférente.

ARTICLE IV
COLLABORATION DANS LE DOMAINE
JURIDIQUE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1. Les Parties contractantes facilitent et encouragent l'échange d'informations scientifiques, techniques, économiques et juridiques nécessaires à la présente Convention. Toute Partie contractante recevant des informations désignées comme confidentielles assure que le caractère confidentiel en est préservé.
2. Les Parties contractantes se consultent lors de l'élaboration de prescriptions juridiques et administratives pouvant avoir des effets particuliers sur l'espace alpin ou sur des parties de cet espace, afin de tenir compte autant que possible des exigences régionales.
3. Les Parties contractantes collaboreront avec des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales dans la mesure où cela contribue à l'application efficace de la présente Convention et des protocoles dont elles sont Parties contractantes.
4. Les Parties contractantes assurent de façon appropriée une information continue de la population et du public sur les résultats de recherche et d'observations.

ARTICLE V
CONFERENCE DES PARTIES CONTRACTANTES
(CONFERENCE ALPINE)

1. Les questions d'intérêt commun des Parties contractantes et leur coopération font l'objet de réunions régulières de la conférence des Parties contractantes (Conférence alpine).

La première réunion de la Conférence alpine est convoquée par une Partie contractante à déterminer d'un commun accord au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Par la suite, des sessions ordinaires de la Conférence alpine ont lieu, en règle générale, tous les deux ans sous l'égide de la Partie contractante qui assume la présidence.

La présidence et le lieu de la conférence changent après chaque session ordinaire dans l'ordre alphabétique des Parties contractantes, sous réserve que la Conférence alpine n'en décide autrement lors de sa session ordinaire précédente.

2. Les sessions extraordinaires de la Conférence alpine ont lieu lorsqu'elle le décide par consensus ou lorsqu'un tiers des Parties contractantes le demande par écrit à la Partie contractante qui assume la présidence.
3. La Partie contractante assumant la présidence propose l'ordre du jour de la réunion de la Conférence alpine. Toute Partie contractante a le droit de faire mettre à l'ordre de jour les points qu'elle souhaite voir traiter.
4. L'organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées, le Conseil de l'Europe ainsi que tout Etat européen peuvent se faire représenter aux sessions de la Conférence alpine par des observateurs. Cela s'applique également aux associations transfrontalières à caractère régional dans l'espace alpin. La Conférence alpine peut en outre admettre en tant qu'observateurs des organisations non gouvernementales internationales actives dans le domaine de la protection des Alpes.
5. Les Parties contractantes transmettent à la Conférence alpine des informations sur les mesures prises par elles aux fins d'appliquer la présente Convention et les protocoles dont elles sont Parties contractantes.

ARTICLE V BIS ATTRIBUTIONS DE LA CONFERENCE ALPINE

Dans le cadre des sessions de la Conférence alpine, les Parties contractantes assument notamment les attributions suivantes:

- a) Contrôler l'application de la présente Convention et adresser des recommandations en vue de mesures supplémentaires;
- b) Soumettre des propositions d'amendement à la présente Convention;
- c) Soumettre, conformément à l'article VII, des propositions concernant des protocoles et leurs annexes ainsi que leurs amendements;
- d) Adopter le règlement intérieur;
- e) Adopter les décisions financières nécessaires;
- f) Constituer les groupes de travail jugés nécessaires pour l'application de la présente Convention;
- g) Fixer la forme, le contenu et la fréquence de transmission des informations devant être présentées conformément à l'article V, paragraphe 5, et contrôler ces informations ainsi que les rapports présentés par les groupes de travail;
- h) Prendre connaissance de l'évaluation des données scientifiques;
- i) Adopter ou recommander des mesures visant à la réalisation des objectifs prévus aux articles III et IV.

ARTICLE V TER
DECISIONS ET RESOLUTIONS DE LA CONFERENCE ALPINE

1. Sauf disposition contraire, la Conférence alpine adopte ses décisions et résolutions par consensus. Si toutefois les possibilités de parvenir à un consensus ont été épuisées et si le président le constate expressément, la décision ou résolution est prise à la majorité des trois quarts des Parties contractantes présentes et votantes à la session - c.à.d. des Parties contractantes présentes votant par oui ou par non. Dans les domaines mentionnés dans l'article V bis, lettres d) et e), la Conférence alpine n'adopte ses décisions et résolutions que par consensus.
2. A la Conférence alpine, toute Partie contractante possède une voix. Dans les domaines relevant de sa compétence, la Communauté économique européenne exerce son droit de vote avec un nombre de voix égal au nombre de ses Etats membres qui sont Parties contractante à la présente Convention; la Communauté économique européenne n'exerce pas son droit de vote dans le cas où les Etats membres concernés exercent le leur, et réciproquement.

2. Les sessions extraordinaires de la Conférence alpine sont convoquées par le président sur proposition de l'une des Parties contractantes, à la demande écrite de la majorité des Parties contractantes, ou sur proposition écrite de la Conférence alpine. Toute Partie contractante peut adresser au président de la Conférence alpine, par l'intermédiaire de son représentant, des propositions relatives à l'ordre du jour de la Conférence alpine. Toute Partie contractante peut adresser au président de la Conférence alpine, par l'intermédiaire de son représentant, des propositions relatives à l'ordre du jour de la Conférence alpine.

3. La Conférence alpine peut en outre admettre en tant qu'observateurs des organisations non gouvernementales internationales actives dans le domaine de la protection des Alpes.

4. Les Parties contractantes transmettent à la Conférence alpine des informations sur les mesures prises par elles aux fins d'appliquer la présente Convention et les protocoles dont elles sont Parties contractantes.

3
4
a
b
c
d
e)
f)
g)
h)
i)
j)
k)
5.

ARTICLE VI COMITE PERMANENT

1. Du fait de la nécessité de concertation sur le plan national et international, il est institué un comité permanent de la Conférence alpine.
2. Le Comité permanent est constitué par les délégations des Parties contractantes et par des représentants d'organisations gouvernementales et/ou non gouvernementales à statut d'observateur, dont il décide d'un commun accord la participation.
3. La Partie contractante assumant la présidence de la Conférence alpine préside le Comité permanent.
4. Le Comité permanent a notamment les attributions suivantes:
 - a) Contrôle de l'application de la présente Convention,
 - b) Contrôle de l'application des protocoles de la présente Convention,
 - c) Contrôle de l'application des décisions de la Conférence alpine,
 - d) Préparation et conduite des sessions de la Conférence alpine,
 - e) Mise en place de groupes de travail pour l'élaboration de protocoles et de recommandations,
 - f) Contrôle et proposition de projets de protocoles à soumettre à la Conférence alpine,
 - g) Harmonisation du contenu de divers protocoles dans une perspective globale,
 - h) Définition de directives-cadres pour l'élaboration des relevés de situation nécessaires,
 - i) Elaboration de mesures et recommandations aux fins de réaliser les objectifs contenus dans la présente Convention et les protocoles,
 - j) Examen des informations transmises par les Parties contractantes conformément à l'article V, paragraphe 5 et rapport à la Conférence alpine,
 - k) Proposition à soumettre à la Conférence alpine de points à l'ordre du jour et d'autres mesures relatives à l'exécution de la présente Convention et de ses protocoles.
5. L'adoption par le Comité permanent des décisions et résolutions concernant les rapports adressés à la Conférence alpine s'effectue conformément aux dispositions de l'article V ter.

ARTICLE VI BIS SECRETARIAT

[Le Secrétariat est établi au siège de la Il est composé d'un secrétaire général et du personnel nécessaire. Les coûts en sont supportés conformément au règlement financier par les Parties contractantes.]

ARTICLE VII LES PROTOCOLES ET LEURS AMENDEMENTS

1. Les projets de protocoles au sens de l'article II, paragraphe 3, sont transmis aux Parties contractantes par la Partie contractante assumant la présidence de la Conférence alpine au moins six mois avant le début de la session de la Conférence alpine devant en délibérer.
2. Les protocoles proposés par la Conférence alpine entrent en vigueur pour les Parties contractantes qui les ont ratifiés, acceptés ou approuvés. Pour qu'un protocole entre en vigueur, trois ratifications, acceptations ou approbations au moins sont nécessaires. Le dépôt des instruments concernés se fait auprès de la République d'Autriche en tant que dépositaire.
3. Sauf disposition contraire contenue dans les protocoles, ceux-ci entrent en vigueur quatre-vingt dix jours après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Si une Partie contractante dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après cette date, le protocole entre en vigueur quatre-vingt dix jours après le dépôt.
4. Les paragraphes 1 à 3 s'appliquent par analogie aux amendements des protocoles.

ARTICLE VIII REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Dans le cas d'un différend entre les Parties contractantes concernant l'interprétation, l'application et l'exécution de la présente Convention ou d'un protocole y afférent, les Parties contractantes s'efforcent de régler ledit différend par voie de négociation.
2. Tout différend qui n'a pas été réglé par voie de négociation, et sauf si les parties au différend en conviennent autrement, peut être soumis à l'arbitrage, à la requête de l'une d'entre elles. Chacune des parties désigne un arbitre et les deux arbitres désignent un troisième arbitre qui assume la présidence du tribunal arbitral. Si, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, dans un délai de trois mois à compter de la requête d'arbitrage, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme procède, à la demande de l'autre partie, à sa désignation dans un nouveau délai de trois mois. La même procédure s'applique au cas où les deux arbitres ne peuvent pas se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre dans un délai de trois mois à compter de la désignation des deux premiers arbitres. Dans le cas où le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme est empêché ou ressortissant d'une des parties au différend, le vice-président de la Cour européenne des Droits de l'Homme ou le doyen de cette Cour, - sauf si ceux-ci sont empêchés ou ressortissants d'une des parties au différend - désignent le président du tribunal arbitral ou l'arbitre faisant défaut. La même procédure s'applique lorsqu'il s'agit de désigner un poste d'arbitre vacant.
3. [En cas de différend entre deux Parties contractantes dont l'une est un Etat membre de la Communauté économique européenne, elle-même Partie contractante, l'autre Partie contractante adresse la requête d'arbitrage à la fois à cet Etat membre et à la Communauté, qui lui notifie conjointement, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, si l'Etat membre ou la Communauté conjointement, se constituent partie au différend. A défaut d'une telle notification dans ledit délai l'Etat membre et la Communauté sont réputés n'être qu'une seule et même partie au différend pour l'application des dispositions régissant la constitution et la procédure du tribunal arbitral. Il en est de même lorsque l'Etat membre et la Communauté se constituent conjointement partie au différend.]
4. [Dans leurs relations mutuelles les Parties contractantes qui sont Etat membres de la Communauté économique européenne appliquent les règles de la Communauté et n'appliquent donc les règles découlant de la présente Convention que dans la mesure où il n'existe aucune règle communautaire régissant le sujet particulier concerné.]

5. Le tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure; tant en matière de procédure qu'en substance, il prend ses décisions à la majorité. L'absence ou l'abstention d'un arbitre désigné par les Parties contractantes n'entravent pas la prise de décision par le tribunal arbitral. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante. Le tribunal arbitral statue sur la base du droit international public et en particulier conformément à la présente Convention. Sa sentence est définitive et obligatoire.
6. Chaque partie au différend supporte des frais de l'arbitre qu'elle a désigné et les parties supportent, à parts égales, les frais du troisième arbitre, ainsi que les autres dépenses entraînées par l'arbitrage.

ARTICLE IX SIGNATURE ET RATIFICATION

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats cités en préambule et des Etats membres de la Communauté économique européenne auprès de la République d'Autriche en tant que dépositaire de la présente Convention.
2. La Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près du dépositaire.
3. La Convention entrera en vigueur quatre-vingt dix jours après la date à laquelle trois Etats auront exprimé leur consentement à être lié par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2.
4. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par elle, quatre-vingt dix jours après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation conformément aux dispositions du paragraphe 2. La même procédure s'applique à l'égard de la Communauté économique européenne.
5. Pour tout amendement à la présente Convention les dispositions des paragraphes 1 à 4 sont applicables.

ARTICLE X
PORTEE DE LA PRESENTE CONVENTION

1. Toute Partie contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou à tout autre moment par la suite étendre l'application de la présente Convention à d'autres parties de son territoire si cela s'avère nécessaire pour l'exécution des dispositions de la présente Convention.
2. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 1 pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné par une notification adressée au dépositaire. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

ARTICLE XI DENONCIATION

1. Toute Partie contractante peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au dépositaire.
2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

ARTICLE XII DISPOSITIONS FINALES

Le dépositaire notifiera à tout Etat cité en préambule et à la Communauté économique européenne:

- (a) toute signature,
- (b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation
- (c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article IX
- (d) toute déclaration faite en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article X
- (e) toute notification faite en vertu des dispositions de l'article XI et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à , le en , les ... textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de la République d'Autriche. Le dépositaire communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats cités et à la Communauté économique européenne.

Pour la République fédérale d'Allemagne:

Pour la République française:

Pour la République italienne:

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

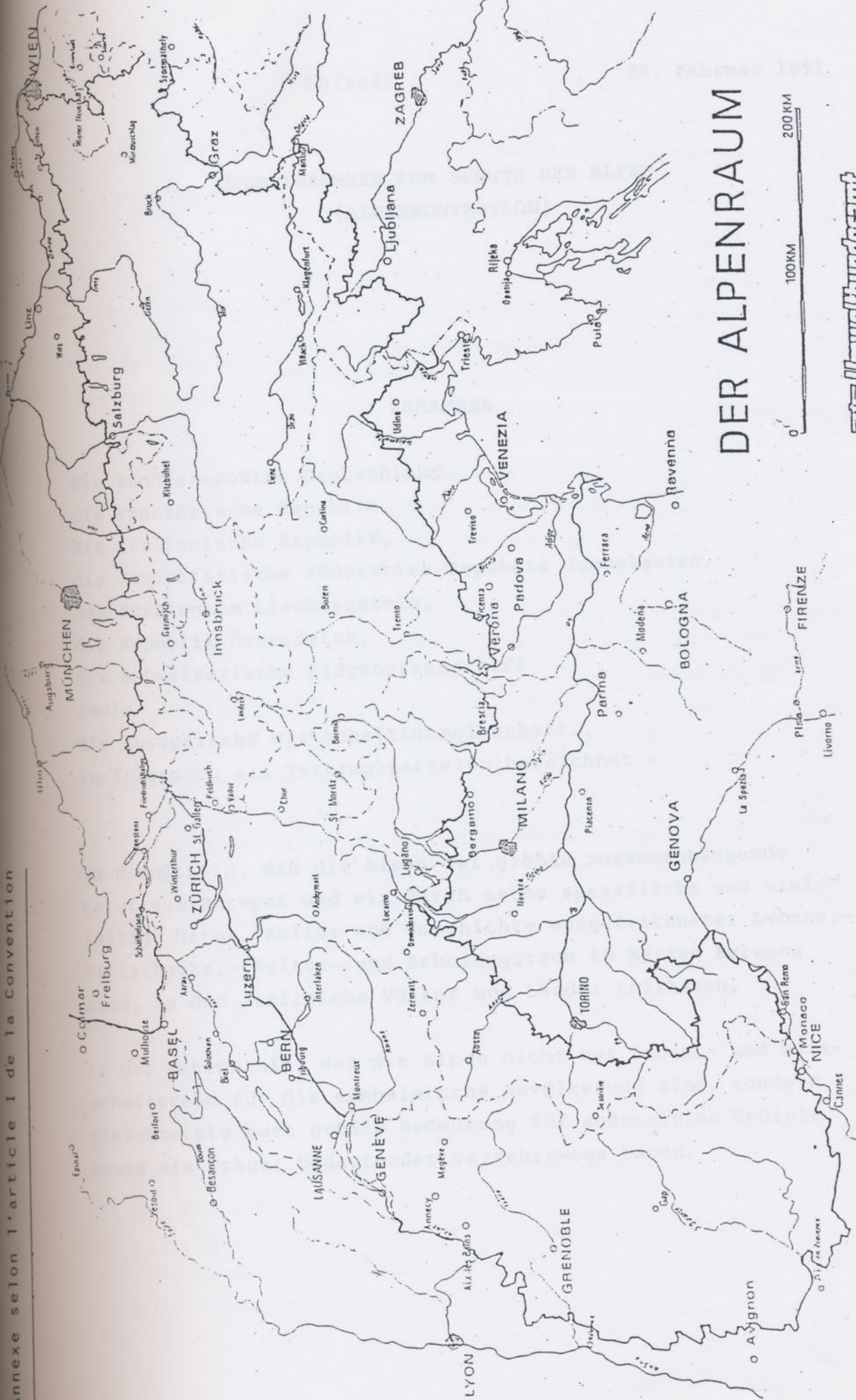
Pour la Principauté du Liechtenstein:

Pour la République d'Autriche:

Pour la Confédération suisse:

Pour la Communauté économique européenne:

Annexe selon l'article I de la Convention



DER ALPENRAUM



ENTWURF

28. Februar 1991

ÜBEREINKOMMEN ZUM SCHUTZ DER ALPEN
(ALPENKONVENTION)

PRÄAMBEL

Die Bundesrepublik Deutschland,
die Französische Republik,
die Italienische Republik,
die Sozialistische Föderative Republik Jugoslawien,
das Fürstentum Liechtenstein,
die Republik Österreich,
die Schweizerische Eidgenossenschaft
sowie
die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft,
im folgenden als Vertragsparteien bezeichnet -

im Bewußtsein, daß die Alpen der größte zusammenhängende
Naturraum Europas und ein durch seine spezifische und viel-
fältige Natur, Kultur und Geschichte ausgezeichnete Lebens-,
Wirtschafts-, Kultur- und Erholungsraum im Herzen Europas
sind, an dem zahlreiche Völker und Länder teilhaben,

in der Erkenntnis, daß die Alpen nicht nur Lebens- und Wirt-
schaftsraum für die einheimische Bevölkerung sind, sondern
gleichzeitig auch größte Bedeutung für außeralpine Gebiete
sowie als Träger bedeutender Verkehrswege haben,

in Anerkennung der Tatsache, daß die Alpen unverzichtbarer Rückzugs- und Lebensraum vieler gefährdeter Pflanzen- und Tierarten sind,

im Bewußtsein der großen Unterschiede in den einzelnen Rechtsordnungen, den naturräumlichen Gegebenheiten, der Besiedlung, der Land- und Forstwirtschaft, dem Stand und der Entwicklung der Wirtschaft, der Verkehrsbelastung sowie der Art und Intensität der touristischen Nutzung,

in Kenntnis der Tatsache, daß die ständig wachsende Beanspruchung durch den Menschen den Alpenraum und seine ökologischen Funktionen in zunehmenden Maße gefährdet und daß Schäden nicht oder nur mit hohem Aufwand, beträchtlichen Kosten und in der Regel nur in großen Zeiträumen behoben werden können,

in der Überzeugung, daß wirtschaftliche Interessen mit den ökologischen Erfordernissen in Einklang gebracht werden müssen -

sind wie folgt übereingekommen:

- 3 -

ARTIKEL I ANWENDUNGSBEREICH

Gegenstand dieses Übereinkommens ist das Gebiet der Alpen, wie es in der Anlage beschrieben und dargestellt ist.

ARTIKEL II ALLGEMEINE VERPFLICHTUNGEN

- (1) Die Vertragsparteien stellen unter Beachtung des Vorsorge-, des Verursacher-, des Kooperations- und des Verhältnismäßigkeitsprinzips eine ganzheitliche Politik zur Erhaltung und zum Schutz der Alpen unter ausgewogener Berücksichtigung der Interessen der Vertragsparteien und unter umsichtiger Verwendung und nachhaltiger Nutzung der Ressourcen sicher. Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit für den Alpenraum wird verstärkt sowie räumlich und fachlich erweitert.
- (2) Zur Erreichung des in Absatz 1 genannten Zieles werden die Vertragsparteien geeignete Maßnahmen insbesondere auf folgenden Gebieten ergreifen:
 - a) Bevölkerung und Kultur - mit dem Ziel der Erhaltung und Achtung der kulturellen und gesellschaftlichen Eigenständigkeit der ansässigen Bevölkerung und der Sicherstellung ihrer wirtschaftlichen Lebensgrundlagen sowie der Förderung des gegenseitigen Verständnisses und partnerschaftlichen Verhaltens zwischen alpiner und außeralpiner Bevölkerung,

- b) Raumplanung - mit dem Ziel der umfassenden Klärung der Nutzungsansprüche, der vorausschauenden integrierten Planung und der Abstimmung daraus folgender Maßnahmen, der Vermeidung von Übernutzungen sowie der Erhaltung oder Wiederherstellung gesunder Lebensbedingungen und der ökologischen Funktionen des Gesamttraumes, unter besonderer Beachtung der Naturgefahren,
- c) Luftreinhaltung - mit dem Ziel der drastischen Verminderung von Schadstoffemissionen und -belastungen im Alpenraum und der Schadstoffverfrachtung von außen,
- d) Bodenschutz - mit dem Ziel der Verminderung der quantitativen und qualitativen Bodenbeeinträchtigungen, beispielsweise durch Anwendung bodenschonender land- und forstwirtschaftlicher Produktionstechniken, sparsamen Umgang mit Grund und Boden, Eindämmung von Erosion sowie durch Beschränkung der Versiegelung von Böden,
- e) Wasserhaushalt - mit dem Ziel, gesunde Wassersysteme zu erhalten oder wiederherzustellen, insbesondere durch die Reinhaltung der Gewässer und durch eine Nutzung der Wasserkraft, die die Interessen sowohl der Umwelt als auch der Bevölkerung gleichermaßen berücksichtigt,
- f) Naturschutz und Landschaftspflege - mit dem Ziel, Natur und Landschaft so zu schützen, zu pflegen und, soweit erforderlich, wiederherzustellen, daß die Funktionsfähigkeit der Ökosysteme, die Erhaltung der Pflanzen- und Tierwelt einschließlich ihrer Lebensräume, die Regenerationsfähigkeit und nachhaltige Leistungsfähigkeit der Naturgüter sowie die Vielfalt, Eigenart und Schönheit der Natur und Landschaft in ihrer Gesamtheit dauerhaft gesichert werden,

- g) Tourismus - mit dem Ziel, die touristischen Aktivitäten in Einklang zu bringen mit den ökologischen und sozialen Erfordernissen unter der Einschränkung umweltschädlicher touristischer Aktivitäten, insbesondere durch Festlegung von Ruhezeiten, die freizuhalten sind,
- h) Berglandwirtschaft - mit dem Ziel, eine standortgerechte und umweltverträgliche Landwirtschaft im Interesse der Allgemeinheit zu erhalten und zu fördern und den erschwerten Wirtschaftsbedingungen im Alpenraum Rechnung zu tragen,
- i) Bergwald - mit dem Ziel der Erhaltung der Schutzfunktion sowie der naturgemäßen Pflege der Wälder im Alpenraum und der Stärkung der Widerstandskraft der Waldökosysteme,
- j) Verkehr - mit dem Ziel, Belastungen und Risiken im Bereich des alpenquerenden und inneralpinen Verkehrs auf ein Maß zu vermindern, das für Menschen, Tiere und Pflanzen sowie deren Lebensräume nicht schädlich ist. Insbesondere soll der alpenquerende Güterverkehr und der Transport gefährlicher Güter auf der Schiene erfolgen, sobald dies die Infrastruktur erlaubt.
- k) Energieversorgung - mit dem Ziel, eine die Ökosysteme erhaltende, landschaftsschonende und umweltfreundliche Erzeugung, Verteilung und Nutzung der Energie durchzusetzen und energiesparende Maßnahmen zu fördern,

- 1) Abfallwirtschaft - mit dem Ziel, unter besonderer Berücksichtigung des Prinzips der Abfallvermeidung eine den besonderen topographischen, geologischen und klimatischen Bedürfnissen des Alpenraumes angepaßte Abfallerfassung, -verwertung und -entsorgung zu entwickeln.
- (3) Die Vertragsparteien vereinbaren Protokolle, in denen Einzelheiten zur Durchführung dieses Übereinkommens festgelegt werden.

ARTIKEL III

FORSCHUNG UND SYSTEMATISCHE BEOBACHTUNG

Die Vertragsparteien vereinbaren, auf den in Artikel II genannten Gebieten

- a) Forschungsarbeiten und wissenschaftliche Bewertungen durchzuführen und dabei zusammenzuarbeiten,
- b) gemeinsame oder einander ergänzende Programme zur systematischen Beobachtung zu entwickeln,
- c) Forschung und Beobachtung sowie die dazugehörige Datenerfassung zu harmonisieren.

ARTIKEL IV

ZUSAMMENARBEIT IM RECHTLICHEN, WISSENSCHAFTLICHEN
UND TECHNISCHEN BEREICH

- (1) Die Vertragsparteien erleichtern und fördern den Austausch wissenschaftlicher, technischer, wirtschaftlicher und rechtlicher Informationen, die für dieses Übereinkommen erheblich sind. Jede Vertragspartei, die als vertraulich bezeichnete Informationen erhält, stellt sicher, daß die Vertraulichkeit gewahrt bleibt.
- (2) Die Vertragsparteien sollen einander bei der Ausarbeitung von Rechts- und Verwaltungsvorschriften, von denen besondere Auswirkungen auf den Alpenraum oder Teile desselben zu erwarten sind, zur größtmöglichen Berücksichtigung regionaler Erfordernisse konsultieren.
- (3) Die Vertragsparteien werden mit internationalen staatlichen und nichtstaatlichen Organisationen soweit erforderlich zusammenarbeiten, um das Übereinkommen und die Protokolle, deren Vertragspartei sie sind, wirksam durchzuführen.
- (4) Die Vertragsparteien sorgen in geeigneter Weise für eine laufende Information der Öffentlichkeit und der Bevölkerung über die Ergebnisse von Forschungen und Beobachtungen.

ARTIKEL V
KONFERENZ DER VERTRAGSPARTEIEN
(ALPENKONFERENZ)

- (1) Die gemeinsamen Anliegen der Vertragsparteien und ihre Zusammenarbeit sind Gegenstand regelmäßig stattfindender Tagungen der Konferenz der Vertragsparteien (Alpenkonferenz). Die erste Tagung der Alpenkonferenz wird spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten dieses Übereinkommens durch eine einvernehmlich zu bestimmenden Vertragspartei einberufen.
- (2) Danach finden in der Regel alle zwei Jahre ordentliche Tagungen bei der Vertragspartei statt, die den Vorsitz führt. Vorsitz und Sitz wechseln nach jeder ordentlichen Tagung entsprechend der alphabetischen Reihenfolge der Vertragsparteien, soweit nicht die Alpenkonferenz auf ihrer vorangegangenen ordentlichen Tagung etwas anderes beschlossen hat.
- (3) Außerordentliche Tagungen der Alpenkonferenz finden statt, wenn diese es durch Konsens beschließt oder ein Drittel der Vertragsparteien es bei der vorsitzführenden Vertragspartei schriftlich beantragt.
- (4) Die vorsitzführende Vertragspartei schlägt jeweils die Tagesordnung für die Tagung der Alpenkonferenz vor. Jede Vertragspartei hat das Recht, diejenigen Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen, die sie behandelt zu sehen wünscht.

- (5) Die Vereinten Nationen, ihre Sonderorganisationen, der Europarat sowie jeder europäische Staat können sich auf den Tagungen der Alpenkonferenz durch Beobachter vertreten lassen. Das gleiche gilt für grenzüberschreitende Zusammenschlüsse auf regionaler Ebene im Alpenraum. Die Alpenkonferenz kann außerdem einschlägig tätige internationale nichtstaatliche Organisationen als Beobachter zulassen.
- (6) Die Vertragsparteien übermitteln der Alpenkonferenz Informationen über die von ihnen zur Durchführung dieses Übereinkommens und der Protokolle, deren Vertragspartei sie sind, getroffenen Maßnahmen.

ARTIKEL V BIS
AUFGABEN DER ALPENKONFERENZ

Die Vertragsparteien nehmen auf den Tagungen der Alpenkonferenz insbesondere folgende Aufgaben wahr:

- a) Sie prüfen die Durchführung des Übereinkommens und geben Empfehlungen zu weiteren Maßnahmen.
- b) Sie unterbreiten Vorschläge für Änderungen des Übereinkommens.
- c) Sie unterbreiten Vorschläge für Protokolle und deren Anlagen im Sinne des Artikels VII sowie für deren Änderungen.
- d) Sie beschließen ihre Geschäftsordnung.
- e) Sie treffen die notwendigen finanziellen Entscheidungen.
- f) Sie setzen die zur Durchführung des Übereinkommens für notwendig erachteten Arbeitsgruppen ein.
- g) Sie legen Form, Gegenstand und Zeitabstände für die Übermittlung der nach Artikel V, Abs. 5 vorzulegenden Informationen fest und prüfen diese Informationen sowie die von den Arbeitsgruppen vorgelegten Berichte.
- h) Sie nehmen die Auswertung wissenschaftlicher Informationen zur Kenntnis.
- i) Sie beschließen oder empfehlen Maßnahmen zur Verwirklichung der in Artikel III und Artikel IV vorgesehenen Ziele.

ARTIKEL V TER
BESCHLUSSFASSUNG IN DER ALPENKONFERENZ

- (1) Soweit im folgenden nichts anderes bestimmt ist, faßt die Alpenkonferenz ihre Beschlüsse durch Konsens. Sind alle Bemühungen um einen Konsens erschöpft und stellt der Vorsitzende dies ausdrücklich fest, so wird der Beschluß mit Dreiviertelmehrheit der auf der Sitzung anwesenden und abstimmenden Vertragsparteien - d. h. der anwesenden Vertragsparteien, die eine Ja- oder Nein-Stimme abgeben - gefaßt. Bei den in Artikel V bis lit d) und e) genannten Angelegenheiten beschließt die Alpenkonferenz stets mit Konsens.
- (2) In der Alpenkonferenz hat jede Vertragspartei eine Stimme. In ihrem Zuständigkeitsbereich übt die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft ihr Stimmrecht mit einer Stimmenzahl aus, die der Anzahl ihrer Mitgliedstaaten entspricht, die Vertragsparteien dieses Übereinkommens sind; die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft übt ihr Stimmrecht nicht aus, wenn die betreffenden Mitgliedstaaten ihr Stimmrecht ausüben, und umgekehrt.

Die Notwendigkeit der erforderlichen Mehrheitsverhältnisse bedarf noch einer Abstimmung.

ARTIKEL VI
STÄNDIGER AUSSCHUSS

- (1) Im Hinblick auf die Notwendigkeit der nationalen und internationalen Abstimmungen wird ein Ständiger Ausschuss der Alpenkonferenz eingerichtet.
- (2) Der Ständige Ausschuss besteht aus den Delegationen der Vertragsparteien und aus Vertretern staatlicher und/oder nichtstaatlicher Organisationen mit Beobachterstatus, deren Teilnahme er einvernehmlich bestimmt.
- (3) Die in der Alpenkonferenz vorsitzführende Vertragspartei stellt den Vorsitz im ständigen Ausschuss.
- (4) Der Ständige Ausschuss nimmt insbesondere folgende Aufgaben wahr:
 - a) Überprüfung der Durchführung des Übereinkommens
 - b) Überprüfung der Durchführung der Protokolle des Übereinkommens
 - c) Überprüfung der Durchführung der Beschlüsse der Alpenkonferenz
 - d) Vorbereitung und Durchführung der Tagungen der Alpenkonferenz
 - e) Einsetzung von Arbeitsgruppen für die Erarbeitung von Protokollen und Empfehlungen
 - f) Überprüfung und Vorschlag von Protokollentwürfen für die Alpenkonferenz
 - g) Harmonisierung des Inhalts der einzelnen Protokolle unter ganzheitlichen Aspekten

- 13 -

- h) Erstellung von Rahmenrichtlinien für die Durchführung erforderlicher Bestandsaufnahmen
 - i) Erarbeitung von Maßnahmen und Empfehlungen zur Verwirklichung der in dem Übereinkommen und den Protokollen enthaltenen Ziele
 - j) Überprüfung der von den Vertragsparteien übermittelten Informationen gemäß Artikel V, Abs. 5 und Berichterstattung an die Alpenkonferenz.
 - k) Vorschlag von Tagesordnungspunkten sowie von sonstigen Maßnahmen betreffend die Durchführung des Übereinkommens und seiner Protokolle an die Alpenkonferenz.
- (5) Die Beschlußfassung im Ständigen Ausschuß über die Berichte an die Alpenkonferenz erfolgt entsprechend den Bestimmungen des Artikels V Ter.

ARTIKEL VI BIS

SEKRETARIAT

[Das Sekretariat wird am Sitz der errichtet. Es besteht aus einem Generalsekretär und dem erforderlichen Personal. Sein Aufwand wird gemäß der Finanzordnung von den Vertragsparteien getragen.]

ARTIKEL VII
PROTOKOLLE UND IHRE ÄNDERUNG

- (1) Protokollentwürfe im Sinne des Artikels II Abs. 3 werden von der in der Alpenkonferenz vorsitzführenden Vertragspartei mindestens sechs Monate vor Beginn der Tagung der Alpenkonferenz, die sich mit ihnen befassen wird, den Vertragsparteien übermittelt.
- (2) Die von der Alpenkonferenz vorgeschlagenen Protokolle treten für diejenigen Vertragsparteien in Kraft, die sie ratifiziert, angenommen oder genehmigt haben. Für das Inkrafttreten eines Protokolls sind mindestens drei Ratifikationen, Annahmen oder Genehmigungen erforderlich. Die betreffenden Urkunden werden bei der Republik Österreich als Depositär hinterlegt.
- (3) Soweit in den Protokollen nichts anderes vorgesehen ist, treten sie 90 Tage nach Hinterlegung der dritten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde in Kraft. Für jede Vertragspartei, die ihre Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde später hinterlegt, tritt das Protokoll 90 Tage nach der Hinterlegung in Kraft.
- (4) Für Änderungen der Protokolle gelten die Absätze 1 - 3 sinngemäß.

ARTIKEL VIII
BEILEGUNG VON STREITIGKEITEN

1. Im Falle einer Streitigkeit zwischen Vertragsparteien über die Auslegung, Einhaltung und Durchführung dieses Übereinkommens oder eines dazugehörigen Protokolls bemühen sich die Vertragsparteien um eine Lösung auf dem Verhandlungsweg.
2. Jede solche Streitigkeit, die nicht auf dem Verhandlungsweg gelöst wird, kann, sofern die betreffenden Streitparteien nichts anderes vereinbaren, auf Antrag einer der Streitparteien, einem Schiedsverfahren unterworfen werden.

Jede Streitpartei bestimmt einen Schiedsrichter und die beiden Schiedsrichter bestimmen einen dritten Schiedsrichter als Vorsitzenden. Vorbehaltlich des Abs. 3 gilt hierbei folgendes: Hat eine Streitpartei drei Monate nach beantragung eines Schiedsverfahrens noch keinen Schiedsrichter bestimmt, so wird dieser auf Antrag der anderen Parteien innerhalb von weiteren drei Monaten vom Präsidenten des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte bestimmt. Können sich die Schiedsrichter innerhalb von drei Monaten nach Bestimmung der ersten beiden Schiedsrichter nicht auf einen dritten Schiedsrichter einigen, so wird das gleiche Verfahren angewendet. Ist der Präsident des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte verhindert oder Staatsangehöriger einer der Streitparteien, so nehmen der Vizepräsident des Gerichtshofes oder sein ältestes Mitglied - sofern diese nicht verhindert oder Staatsangehöriger einer der streitenden Parteien sind - die Ernennung des Schiedsgerichtspräsidenten oder des fehlenden Schiedsrichters vor. Die obigen Bestimmungen sind sinngemäß anwendbar, wenn es darum geht, freigewordene Schiedsrichterstellen zu besetzen.

3. [Ist in einer Streitigkeit zwischen zwei Vertragsparteien die eine Vertragspartei zugleich Mitgliedstaat der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und diese selbst ebenfalls Vertragspartei, so richtet die andere Vertragspartei den Antrag auf ein Schiedsverfahren sowohl an diesen Staat als auch an die Gemeinschaft; diese notifizieren gemeinsam innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Antrags, ob der Mitgliedstaat oder die Gemeinschaft oder der Mitgliedstaat und die Gemeinschaft gemeinsam Streitpartei sein werden. Erfolgt innerhalb dieser Frist keine solche Notifikation, so gelten der Mitgliedstaat und die Gemeinschaft als eine Streitpartei für die Zwecke der Anwendung der Bestimmungen über die Errichtung und das Verfahren des Schiedsgerichtes. Dasselbe gilt, wenn der Mitgliedsstaat und die Gemeinschaft gemeinsam als Streitpartei auftreten.]
4. [In ihren gegenseitigen Beziehungen wenden die Vertragsparteien, die Mitglieder der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft sind, Gemeinschaftsvorschriften an und wenden daher die sich aus diesem Übereinkommen ergebenden Bestimmungen nur insoweit an, als es zu einem bestimmten Regelungsgegenstand keine Gemeinschaftsvorschrift gibt.]
5. Das Schiedsgericht gibt sich eine Verfahrensordnung, sowohl in Fragen des Verfahrens wie der Materie trifft es seine Entscheide durch Mehrheitsbeschlüsse. Abwesenheit oder Stimmenthaltung eines durch die Parteien genannten Richters hindern das Schiedsgericht nicht an der Beschlußfassung. Bei Stimmgleichheit überwiegt die Stimme des Präsidenten. Das Schiedsgericht entscheidet aufgrund internationalen Rechts und insbesondere gemäß dem vorliegenden Abkommens. Sein Schiedsspruch ist endgültig und für die Streitparteien verbindlich.

6. Jede Streitpartei übernimmt die Kosten des von ihr bestimmten Schiedsrichters. Die Kosten des dritten Schiedsrichters sowie die sonstigen durch das Schiedsverfahren entstehenden Kosten werden von den Streitparteien zu gleichen Teilen getragen.

ARTIKEL IX

UNTERZEICHNUNG UND RATIFIZIERUNG

1. Das Übereinkommen liegt für die in der Präambel genannten Staaten und für die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft bei der Republik Österreich als Depositär zur Unterzeichnung auf.
2. Das Übereinkommen bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung. Die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden beim Depositär hinterlegt.
3. Das Übereinkommen tritt 90 Tage nach dem Tag in Kraft, nachdem drei Staaten ihre Zustimmung gemäß Abs. 2 ausgedrückt haben, durch das Übereinkommen gebunden zu sein.
4. Für jeden Unterzeichnerstaat, der später seine Zustimmung gemäß Abs. 2 ausdrückt, durch das Übereinkommen gebunden zu sein, tritt es 90 Tage nach Hinterlegung der Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde in Kraft. Dasselbe gilt auch für die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft.
5. Für Änderungen des Übereinkommens gelten die Absätze 1 - 4 sinngemäß.

ARTIKEL X
GELTUNGSBEREICH

1. Jede Vertragspartei kann bei der Hinterlegung ihrer Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde oder jederzeit danach durch eine an den Depositär gerichtete Erklärung die Anwendung dieses Übereinkommens auf weitere Teile ihres Hoheitsgebietes erstrecken, sofern dies für die Vollziehung der Bestimmungen dieses Übereinkommens erforderlich ist.
2. Jede nach Absatz 1 abgegebene Erklärung kann im Bezug auf jedes darin genannte Hoheitsgebiet durch eine an den Depositär gerichtete Notifikation zurückgenommen werden. Die Zurücknahme wird am ersten Tag des Monats wirksam, der auf einen Zeitabschnitt von sechs Monaten nach Eingang der Notifikation beim Depositär folgt.

ARTIKEL XI
KÜNDIGUNG

1. Jede Vertragspartei kann dieses Übereinkommen jederzeit durch eine an den Depositär gerichtete Notifikation kündigen.
2. Die Kündigung wird am ersten Tag des Monats wirksam, der auf einen Zeitabschnitt von sechs Monaten nach Eingang der Notifikation beim Depositär folgt.

- 19 -

ARTIKEL XII
SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Der Depositär notifiziert jedem eingangs genannten Staat und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft

- a) jede Unterzeichnung,
- b) jede Hinterlegung einer Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde
- c) jeden Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Übereinkommens nach Artikel IX
- d) jede nach Artikel X Absätze 1 und 2 abgegebene Erklärung,
- e) jede nach Artikel XI vorgenommene Notifikation und den Zeitpunkt, zu dem die Kündigung wirksam wird.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten dieses Übereinkommen unterschrieben.

Geschehen zuam.....in.....Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist. in einer Urschrift, die im Österreichischen Staatsarchiv hinterlegt wird. Der Depositär übermittelt jedem eingangs genannten Staat und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft beglaubigte Abschriften.

- 20 -

Für die Bundesrepublik Deutschland:

Für die Französische Republik:

Für die Italienische Republik:

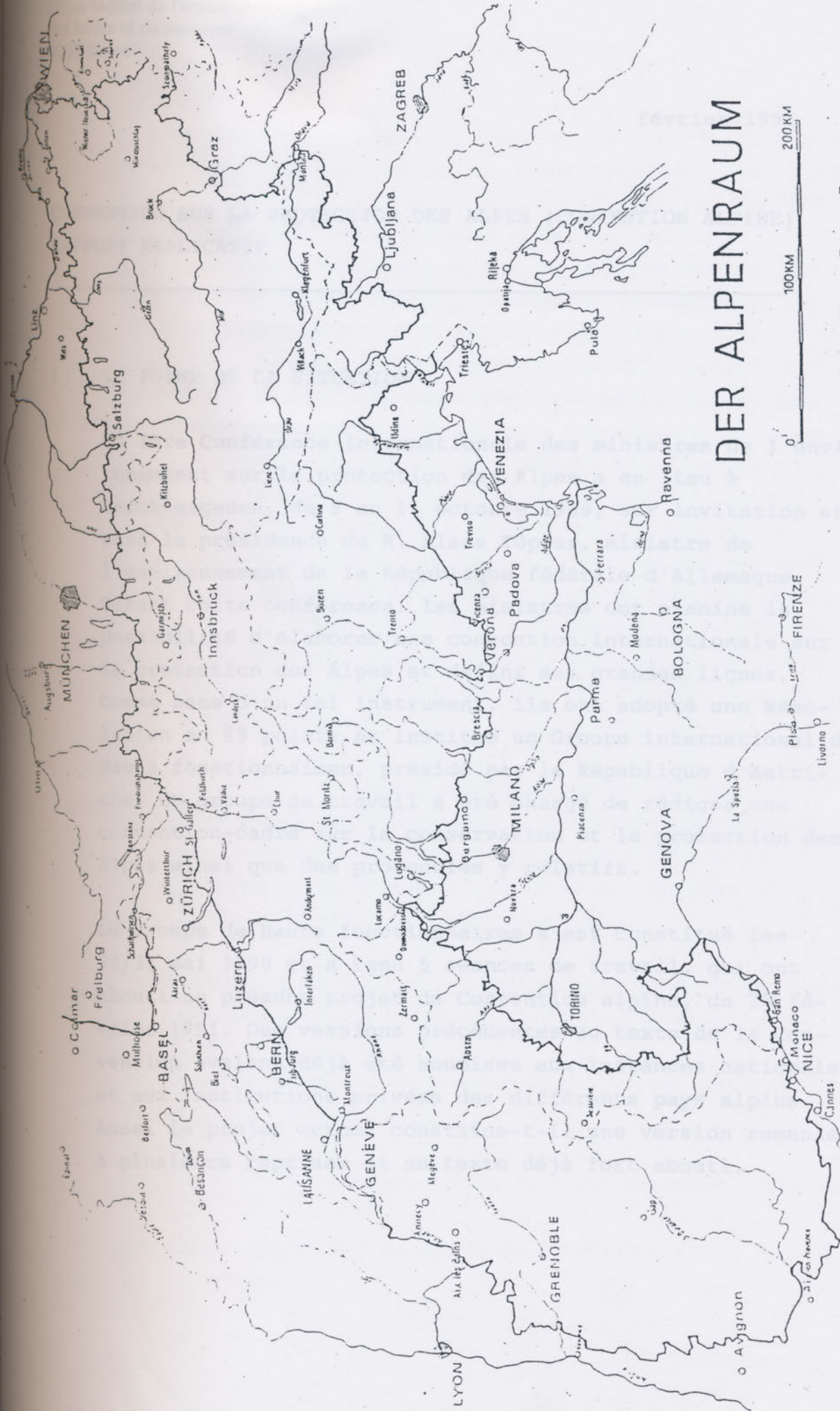
Für die Sozialistische Förderative Republik Jugoslawien:

Für das Fürstentum Liechtenstein:

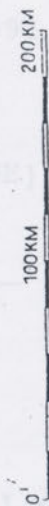
Für die Republik Österreich:

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft:

Für die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft:



DER ALPENRAUM



février 1991

CONVENTION SUR LA PROTECTION DES ALPES (CONVENTION ALPINE)
RAPPORT EXPLICATIF

I LE POINT DE LA SITUATION

La lère Conférence internationale des ministres de l'environnement sur la protection des Alpes a eu lieu à Berchtesgaden, du 9 au 11 octobre 1989, sur invitation et sous la présidence de M. Klaus Töpfer, ministre de l'environnement de la République fédérale d'Allemagne. Durant cette conférence, les ministres ont examiné la possibilité d'élaborer une convention internationale sur la protection des Alpes et défini ses grandes lignes. Comme base d'un tel instrument, ils ont adopté une Résolution en 89 points et institué un Groupe international de Hauts fonctionnaires, présidé par la République d'Autriche. Ce groupe de travail a été chargé de rédiger une convention-cadre sur la conservation et la protection des Alpes ainsi que des protocoles y relatifs.

Le Groupe de Hauts fonctionnaires s'est constitué les 30/31 mai 1990 et a tenu 5 séances de travail, qui ont abouti au présent projet de Convention alpine, du 28 février 1991. Des versions précédentes du texte de la Convention avaient déjà été soumises aux instances nationales et aux institutions privées des différents pays alpins. Aussi le projet actuel constitue-t-il une version remaniée à plusieurs reprises et un texte déjà fort abouti.

- 2 -

En Suisse, l'élaboration du texte de la Convention a été suivie par l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP), qui a collaboré avec les cantons alpins concernés et les divers services fédéraux intéressés. La délégation suisse au sein du Groupe international des Hauts fonctionnaires se composait de trois représentants d'offices fédéraux (OFEFP, Office fédéral des transports, Direction du droit international public) et de deux représentants cantonaux (Uri et Grisons). Un organe de coordination particulier a en outre été créé sous la direction de l'OFEFP: Tous les cantons alpins (Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald, Glaris, Fribourg, Appenzell Rhodes intérieures et extérieures, St-Gall, Grisons, Tessin, Vaud, Valais et Genève) étaient invités à participer à ce "Groupe de travail suisse sur la protection des Alpes", de même que 15 offices fédéraux intéressés. Depuis sa constitution le 20 avril 1990, le groupe a tenu deux autres séances, le 10 août et le 23 novembre 1990.

Parallèlement à la rédaction du projet de Convention, le Groupe des Hauts fonctionnaires a institué cinq groupes d'experts, chargés d'élaborer des projets de protocoles. Chaque groupe d'experts était présidé par un pays alpin et travaillait dans les domaines suivants:

- Protection de la nature et aménagement du paysage, sous la présidence de la République fédérale d'Allemagne;
- Transports, sous la présidence de la Suisse (Office fédéral des transports);
- Agriculture de montagne, sous la présidence de l'Italie;
- Tourisme, sous la présidence de la France;

- Aménagement du territoire, sous la présidence de la France.

Au sein de ces groupes d'experts, les travaux ont avancé plus ou moins rapidement. Tous les groupes ont fait le point de la situation dans le domaine dont ils sont chargés et commencé la rédaction de premiers projets de protocoles. Mais il est peu probable qu'un de ces protocoles soit prêt à être signé pour la prochaine conférence des ministres de l'environnement sur la protection des Alpes.

La présente procédure de consultation porte donc sur le projet de Convention sur la protection des Alpes, du 28 février 1991. Ses résultats permettront de faire valoir les intérêts de notre pays lors de la mise au point définitive de la Convention, au sein du Groupe international des Hauts fonctionnaires. Le texte de la Convention doit être ouvert à la signature lors de la deuxième conférence internationale des ministres de l'environnement sur la protection des Alpes, convoquée par la République d'Autriche pour l'automne 1991. Il s'agira ensuite de soumettre la Convention alpine aux Chambres fédérales.

II GRANDES LIGNES DE LA CONVENTION ALPINE

La nécessité de disposer d'une Convention internationale sur la protection et la conservation des Alpes découle des considérations qui suivent:

1. Les Alpes constituent le plus grand espace naturel cohérent d'Europe et un cadre de vie, un espace économique, culturel et de détente, se distinguant par sa nature spécifique et variée, sa culture et son histoire, auquel participent de nombreux peuples et pays.

2. Les Alpes ne représentent pas seulement un cadre de vie et un espace économique pour la population qui y habite, mais elles revêtent une importance particulière comme lieu de récréation pour les régions extra-alpines ainsi que comme support de voies de communication essentielles. Elles sont enfin un habitat et un refuge indispensable pour nombre d'espèces animales et végétales menacées.

3. Les régions alpines et leurs fonctions écologiques sont de plus en plus menacées par l'exploitation croissante de la part de l'homme; il faut noter à ce propos que la réparation des dommages, pour autant qu'elle soit possible, requiert de gros efforts, des coûts élevés et, en règle générale, des mesures à très long terme.

Convaincus que les intérêts économiques et les exigences écologiques doivent être accordés, les pays alpins s'engagent à assurer par la présente Convention une politique globale de préservation et de protection des Alpes et à renforcer - si nécessaire - la collaboration transfrontalière, en tenant compte de façon équitable des intérêts des Parties contractantes, mais aussi en veillant à utiliser avec discernement les ressources et à les exploiter de façon durable.

Fait l'objet de cette Convention la région des Alpes, délimitée dans un plan au 1:2'000'000e annexé à la Convention. Pour la Suisse, cette délimitation doit coïncider au mieux avec les limites cantonales et celles des districts et/ou les limites communales. Elle doit être complétée par une liste des cantons et communes ou autres collectivités territoriales.

La Convention fixe en outre des objectifs généraux dans divers domaines, tels que l'agriculture, le tourisme ou la protection de la nature et du paysage par exemple. Ces objectifs doivent être atteints dans le cadre de la politique globale dont nous avons parlé, entre autres par des mesures communes appropriées, prises à l'échelon international ou national. L'objectif fixé pour la population des Alpes est notamment le suivant: maintien et respect de l'identité culturelle et sociale de la population autochtone, garantie de ses ressources économiques vitales, encouragement de la compréhension mutuelle et d'une collaboration entre la population des Alpes et des régions extra-alpines.

La Convention règle en outre la question des organes d'application, à savoir la Conférence des Parties contractantes (Conférence alpine), le Comité permanent formé de représentants des pays alpins et le secrétariat.

La partie finale de la Convention comprend les dispositions usuelles concernant la procédure à suivre en cas d'élaboration et de modification de la Convention et des protocoles, de litiges ainsi que de signature, de ratification et de dénonciation de la Convention.

III. COMMENTAIRES DES DIFFÉRENTES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ALPINE

Voici, ci-après, encore quelques remarques concernant les diverses dispositions:

- Le Préambule énumère les raisons qui ont conduit à l'élaboration d'une Convention alpine;
- L'article I décrit le domaine d'application de la Convention. Il est complété par l'article X, qui prévoit la possibilité, pour les Parties contractantes, d'étendre

l'application de la Convention à d'autres parties de leur territoire, si cela est nécessaire pour l'exécution des dispositions de cet instrument;

- L'article II précise les obligations des Parties contractantes pour atteindre les objectifs de la Convention alpine dans les domaines suivants: population et culture, aménagement du territoire, qualité de l'air, protection du sol, bilan hydrologique, protection de la nature et conservation des paysages, agriculture de montagne, forêts de montagne, tourisme, transports, approvisionnement en énergie et récupération des déchets. Pour ce qui est des transports, le groupe d'experts dirigé par l'Office fédéral des transports propose le texte suivant à la place de celui qui est reporté à la lettre j du projet de Convention:

"Transports - en visant la réduction des nuisances et des risques dans le secteur du trafic interalpin et transalpin et le transfert sur rail d'une partie majeure du trafic, en particulier de marchandises, au moyen d'investissements et de mesures conformes à l'économie de marché";

- L'article III crée la base légale pour des travaux de recherche communs ou se complétant mutuellement et des observations systématiques dans l'arc alpin;
- L'article IV régit la collaboration entre les Parties contractantes dans le domaine juridique, scientifique, technique et économique. Les informations confidentielles doivent être traitées comme telles; les Parties contractantes doivent se consulter lors de l'élaboration de prescriptions juridiques et administratives, afin de tenir compte autant que possible des exigences régionales; enfin, les autorités et la population doivent être informées en permanence sur les résultats de recherches et d'observations;

- L'article V règle la question de la composition et du fonctionnement de la Conférence des Parties contractantes (Conférence alpine). En règle générale, la Conférence se réunit tous les deux ans;
- L'article Vbis décrit les tâches et les compétences de la Conférence alpine. Celles-ci sont notamment de contrôler l'application de la convention et des protocoles y relatifs et de décider de l'acceptation et de la modification de ces derniers;
- L'article Vter stipule que la Conférence alpine n'adopte ses résolutions que par consensus, en tout cas en ce qui concerne le règlement intérieur et les décisions financières; s'il n'est pas possible de parvenir à un consensus, les décisions sont prises à la majorité des trois quarts;
- L'article VI fixe les tâches et les compétences du Comité permanent, composé de délégations des Parties contractantes. La Convention alpine ne sera probablement pas ratifiée en même temps par tous les pays alpins. C'est pourquoi, dès son entrée en vigueur, soit dès son acceptation par trois Parties contractantes au moins, le Groupe des Hauts fonctionnaires subsistera à côté du Comité permanent. Conformément à la Résolution de Berchtesgaden, il poursuivra ses tâches jusqu'à la ratification de la Convention par tous les pays alpins;
- L'article Vbis règle le fonctionnement du secrétariat. Les opinions divergent encore sur cette question. Certains pays alpins proposent un secrétariat changeant avec la Partie contractante qui préside la Conférence alpine. La majorité préférerait un secrétariat permanent, indépendant et ayant son siège dans un lieu fixe de la région alpine;

- L'article VII règle l'élaboration, la signature et la ratification des divers protocoles en voie de préparation ou dont la rédaction va bientôt être commencée par de nouveaux groupes d'experts;
- L'article VIII traite du règlement des litiges, qui se fera selon les règles internationales usuelles pour de telles conventions;
- L'article IX règle la question de la signature et de la ratification de la Convention;
- L'article XI prévoit la possibilité de dénoncer la Convention;
- L'article XII contient les dispositions finales usuelles concernant le dépositaire de la Convention, à savoir la République d'Autriche.

L'annexe au sens de l'article I n'est pas encore définitivement à jour. Elle consiste en une carte au 2'000'000e avec la délimitation de la région alpine et vraisemblablement une liste des collectivités territoriales concernées.

IV. CONSEQUENCES DE LA CONVENTION ALPINE POUR LA SUISSE

En acceptant la Convention alpine, la Suisse s'engage en principe à suivre une politique globale et spécifique de conservation et de protection des Alpes coordonnée avec les autres pays alpins. Notre pays a déjà fait de premiers pas dans ce sens dans divers domaines: par exemple avec le développement économique régional, en accordant des aides financières différenciées à l'agriculture de montagne ou de plaine et aussi, indirectement, en tenant compte de la capacité financière des cantons. Cette

Februar 1991

politique globale trouvera en Suisse ses limites dans les compétences cantonales existantes (telles, par exemple, dans le domaine de l'économie des eaux).

Comme tout traité international, la Convention alpine amène une limitation dans la liberté d'établir les buts des politiques nationales. Cette limitation est déterminée en premier lieu par l'obligation d'un accroissement et d'un meilleur ciblage de l'aide des collectivités publiques (en premier lieu la Confédération et les cantons) aux régions alpines et à la population qui y habite. Cette mesure ne peut cependant qu'être saluée, d'autant plus qu'il sera tenu compte tout particulièrement des intérêts régionaux légitimes.

Sur le plan concret, seules les dispositions détaillées des divers protocoles permettront de mesurer les conséquences de la Convention alpine pour la Suisse. La procédure de consultation sur ces protocoles ne pourra avoir lieu que plus tard et ces instruments nécessiteront également l'approbation des Chambres fédérales.

3003 Berne, en février 1991

N/réf. 788.292 AN/Stz/cd

Februar 1991

Uebereinkommen zum Schutz der Alpen (Alpenkonvention)
Erläuternder Bericht

I. AUSGANGSLAGE

Auf Einladung und unter Leitung von Prof. Dr. Klaus Töpfer, Umweltminister der Bundesrepublik Deutschland, fand vom 9. bis 11. Oktober 1989 in Berchtesgaden die erste Alpenkonferenz der Umweltminister der Alpenländer statt, welche über Möglichkeiten und Inhalte eines internationalen Uebereinkommens zum Schutz der Alpen beriet. Als Grundlage für eine solche Konvention wurde eine Resolution mit 89 Punkten verabschiedet und eine internationale Arbeitsgruppe hoher Beamter unter der Leitung der Republik Oesterreich eingesetzt, welche insbesondere die Aufgabe bekam, eine Rahmenkonvention samt Protokollen zur Erhaltung und zum Schutz der Alpen auszuarbeiten.

Die Gruppe hoher Beamter konstituierte sich am 30.-31. Mai 1990 und hielt seither 5 Arbeitssitzungen, welche zum vorliegenden Entwurf vom 28. Februar 1991 für eine Alpenkonvention führte. Weil schon frühere Fassungen des Konventionstextes in den einzelnen Alpenländern verschiedenen staatlichen Instanzen und privaten Institutionen zur Stellungnahme vorgelegt wurden, weist der heutige Entwurf bereits einen gewissen Bereinigungsstand bzw. Reifegrad auf.

In der Schweiz wurde die Erarbeitung des Konventionstextes durch das Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft

- 2 -

(BUWAL) in Zusammenarbeit mit den betroffenen Alpenkantonen und verschiedenen interessierten Bundesstellen begleitet. So besteht die Schweizer Delegation in der internationalen Arbeitsgruppe hoher Beamter aus drei Vertretern von Bundesämtern (BUWAL, Bundesamt für Verkehr und Direktion für Völkerrecht) sowie aus je einem Vertreter der Kantone Uri und Graubünden. Weiter wurde ein besonderes Koordinationsorgan in Form einer "Arbeitsgruppe Alpenschutz CH" unter der Leitung des BUWAL aufgestellt, zu welchem sämtliche Alpenkantone (Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Obwalden, Nidwalden, Glarus, Freiburg, Appenzell Ausser- und Innerrhoden, St. Gallen, Graubünden, Tessin, Waadt, Wallis und Genf) sowie 15 Bundesämter zur Teilnahme eingeladen wurden und das seit seiner Konstituierung am 20. April zwei weitere Sitzungen am 10. August und 23. November 1990 abgehalten hat.

Gleichzeitig mit der Erarbeitung des Konventionsentwurfes setzte die Arbeitsgruppe hoher Beamter fünf verschiedene Expertengruppen ein, welche unter der Führung je eines Alpenlandes Protokollentwürfe für folgende Bereiche ausarbeiten sollen:

- Naturschutz und Landschaftspflege, unter der Leitung der Bundesrepublik Deutschland;
- Verkehr, unter der Leitung der Schweiz (Bundesamt für Verkehr, BAV);
- Berglandwirtschaft, unter der Leitung von Italien;
- Tourismus, unter der Leitung von Frankreich;
- Raumplanung, unter der Leitung von Frankreich.

Die Arbeiten in diesen Expertengruppen sind mehr oder weniger weit gediehen. Ueberall wurden dabei sowohl eine Bestandesaufnahme, als auch erste Protokollentwürfe an die Hand genommen. Es dürfte aber kaum möglich sein, eines dieser Protokolle bis zur nächsten Alpenkonferenz der Umweltminister zur Unterzeichnung vorzulegen.

Gegenstand der vorliegenden Vernehmlassung bildet somit der Entwurf vom 28. Februar 1991 des Uebereinkommens zum Schutz der Alpen. Die Ergebnisse der nationalen Vernehmlassung werden die Grundlage für die sachgerechte Wahrnehmung der Belange unseres Landes bei der Schlussbereinigung des Konventionstextes im Schosse der internationalen Arbeitsgruppe hoher Beamter bilden. Die Vorlage soll im Herbst 1991 den Umweltministern anlässlich der zweiten, von der Republik Oesterreich einzuberufenden Alpenkonferenz zur Unterzeichnung eröffnet werden. Danach wird die Alpenkonvention noch den Eidgenössischen Räten vorzulegen sein.

II. GRUNDZUEGE DER VORGESEHENEN ALPENKONVENTION

Die Notwendigkeit eines internationalen Vertrages zur Erhaltung und zum Schutz der Alpen wird aus folgenden Annahmen abgeleitet:

1. Die Alpen stellen den grössten zusammenhängenden Naturraum Europas und einen durch eine spezifische und vielfältige Natur, Kultur und Geschichte ausgezeichneten Lebens-, Wirtschafts-, Kultur- und Erholungsraum dar, an dem zahlreiche Völker und Länder teilhaben.
2. Die Alpen sind einerseits Lebens- und Wirtschaftsraum für die einheimische Bevölkerung, gleichzeitig aber Erholungsraum für ausseralpine Gebiete sowie Träger

bedeutender Verkehrswege und nicht zuletzt unverzichtbarer Rückzugs- und Lebensraum vieler gefährdeter Pflanzen- und Tierarten.

3. Die ständig wachsende Beanspruchung durch den Menschen gefährdet den Alpenraum und seine ökologischen Funktionen in zunehmendem Masse; dabei ist zu beachten, dass solche Schäden nicht oder nur mit hohem Aufwand, beträchtlichen Kosten und in der Regel nur innerhalb grosser Zeiträume behoben werden können.

Aus diesen Annahmen und aus der Ueberzeugung heraus, wonach wirtschaftliche Interessen mit ökologischen Erfordernissen in Einklang gebracht werden müssen, wollen die Alpenländer mit diesem Uebereinkommen eine ganzheitliche Politik zur Erhaltung und zum Schutz der Alpen unter ausgewogener Berücksichtigung der Interessen der Vertragsparteien aber auch unter umsichtiger und nachhaltiger Nutzung der Ressourcen verfolgen und dabei die grenzüberschreitende Zusammenarbeit wo nötig verstärken sowie allenfalls erweitern.

Gegenstand dieses Uebereinkommens ist das Gebiet der Alpen, das in einem beigelegten Plan im Masstab 1 : 2'000'000 umrahmt ist. Diese Umrahmung soll für die Schweiz auf Kantons- bzw. Bezirks- und/oder Gemeindegrenzen bestmöglich abgestimmt und mit einer Liste der betroffenen Kantone bzw. Gemeinden oder sonstigen Gebietskörperschaften vervollständigt werden.

Das Uebereinkommen legt im weiteren allgemeine Zielsetzungen für verschiedene Bereiche, wie zum Beispiel Landwirtschaft, Tourismus oder Natur- und Landschaftsschutz fest, welche im Rahmen der bereits erwähnten, ganzheitlichen Politik anzustreben und wofür auch entsprechende geeignete

Massnahmen gemeinsam auf internationaler Ebene oder im nationalen Rahmen zu treffen sind. Insbesondere soll für die ansässige Bevölkerung die Erhaltung und Achtung ihrer kulturellen und gesellschaftlichen Eigenständigkeit, die Sicherstellung ihrer wirtschaftlichen Lebensgrundlagen sowie die Förderung des gegenseitigen Verständnisses und partnerschaftlichen Verhaltens zwischen alpinen und ausseralpinen Regionen bzw. Bevölkerungen angestrebt werden.

Umschreiben werden ebenfalls die Organe der Alpenkonvention, nämlich die Konferenz der Vertragsparteien (Alpenkonferenz), ihr ständiger Ausschuss aus Vertretern der Alpenländer und ihr Sekretariat. Den Schluss bilden die üblichen Verfahrensbestimmungen bezüglich Ausarbeitung und Änderung des Uebereinkommens und der zugehörigen Protokolle, Beilegung von Streitigkeiten sowie Unterzeichnung, Ratifizierung und Kündigung der Konvention.

III. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN EINZELNEN BESTIMMUNGEN DER ALPENKONVENTION.

Zu den einzelnen Bestimmungen seien noch folgende Detailbemerkungen angebracht:

- In der Präambel werden die Gründe aufgelistet, welche zur Initiative der Erarbeitung einer Alpenkonvention geführt haben;
- In Artikel I wird der Anwendungsbereich umschrieben. Diese Bestimmung wird mit derjenigen von Artikel X betreffend Geltungsbereich der Konvention vervollständigt, wodurch den Vertragsparteien die Möglichkeit eingeräumt wird, die Anwendung des Uebereinkommens auf

weitere Teile ihres Hoheitsgebietes zu erstrecken, sofern dies für die Vollziehung der Bestimmungen der Konvention erforderlich ist;

- Artikel II legt die allgemeinen Verpflichtungen der Vertragsparteien zur Erreichung der Ziele der Alpenkonvention für die Bereiche Bevölkerung und Kultur, Raumplanung, Luftreinhaltung, Bodenschutz, Wasserhaushalt, Naturschutz und Landschaftspflege, Berglandwirtschaft, Bergwald, Tourismus, Verkehr, Energieversorgung und Abfallwirtschaft fest. Bezüglich Tourismus schlägt die vom BAV geleitete Expertengruppe nachfolgende Formulierung anstelle derjenigen unter Bst. j im Konventionsentwurf vor:

"Verkehr - mit dem Ziel, Belastungen und Risiken im Bereich des inneralpinen und alpenquerenden Verkehrs zu senken und weiteren Verkehr, insbesondere weiteren Güterverkehr, mit Investitionen und marktkonformen Mitteln verstärkt auf die Schiene zu verlagern";
- Artikel III bildet die Grundlage für gemeinsame bzw. koordinierte Forschungsarbeiten und systematische Beobachtungen im Alpenraum;
- Artikel IV regelt die Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien im wissenschaftlichen, technischen, rechtlichen und wirtschaftlichen Bereich. Dabei sollen insbesondere vertrauliche Informationen als solche behandelt, Konsultationen bei der Erarbeitung von Rechts- und Verwaltungsvorschriften zur grösstmöglichen Berücksichtigung regionaler Erfordernisse durchgeführt sowie die Öffentlichkeit und die Bevölkerung über Forschungs- und Beobachtungsergebnisse laufend informiert werden;

- Artikel V regelt die Zusammensetzung und Funktionsweise der Konferenz der Vertragsparteien (Alpenkonferenz), welche in der Regel alle zwei Jahre tagen soll;
- In Artikel Vbis werden die Aufgaben bzw. Kompetenzen der Alpenkonferenz aufgeführt, darunter namentlich die Sicherstellung der Durchführung des Uebereinkommens und der zugehörigen Protokolle bzw. die Annahme von Vorschlägen für zusätzliche Protokolle und deren Änderung;
- Artikel Vter stellt fest, dass die Beschlussfassung in der Alpenkonferenz grundsätzlich durch Konsens zu erfolgen hat, was auf jeden Fall für die Geschäftsordnung und finanzielle Entscheidungen gilt; kann Konsens nicht erreicht werden, dann sollen die Beschlüsse in den anderen Bereichen mit Dreiviertelmehrheit getroffen werden;
- In Artikel VI werden die Aufgaben und Kompetenzen des ständigen Ausschusses, der aus den Delegationen der Vertragsparteien besteht, festgehalten. Da die Alpenkonvention voraussichtlich nicht von sämtlichen Alpenländern gleichzeitig ratifiziert werden wird, wird ab Inkraftsetzung der Konvention, d.h. mit ihrer Annahme durch mindestens drei Vertragsparteien, neben dem Ständigen Ausschuss die Arbeitsgruppe hoher Beamter bestehen bleiben, welche ihre Aufgaben aufgrund der Berchtesgadener Resolution bis zur Ratifizierung der Konvention durch sämtliche Alpenländer weiterführen wird;
- In Artikel VIBis soll die Frage des Sekretariates der Alpenkonvention geregelt werden. Hierüber bestehen noch wesentliche Meinungsunterschiede. Einzelne Alpenländer

- schlagen ein unselbständiges Sekretariat vor, das von der jeweiligen vorsitzführenden Vertragspartei bestellt wird, während die Mehrheit eher für ein ständiges, selbständiges und an einem festen Ort im Alpenraum niedergelassenes Sekretariat eintritt;
- Artikel VII regelt die Erarbeitung, Unterzeichnung und Ratifizierung der verschiedenen Protokolle, welche bereits jetzt in Vorbereitung sind oder später - durch neue Expertengruppen - in Angriff genommen werden sollen;
 - Artikel VIII regelt die Beilegung von Streitigkeiten nach den für solche Uebereinkommen üblichen, internationalen Regeln;
 - Die Unterzeichnung und Ratifizierung des Uebereinkommens wird in Artikel IX geregelt;
 - Artikel XI sieht die Möglichkeit einer Kündigung des Uebereinkommens vor;
 - Artikel XII beinhaltet die üblichen Schlussbestimmungen, namentlich bezüglich Depositär des Uebereinkommens - voraussichtlich die Republik Oesterreich.

Der noch nicht definitiv bereinigte Anhang gemäss Artikel I soll aus einer Karte im Masstab 1: 2'000'000 mit Umrahmung des Alpenraumes sowie möglicherweise einer Liste der darin enthaltenen Gebietskörperschaften bestehen.

IV. FOLGEN DER ALPENKONVENTION FÜR DIE SCHWEIZ

Durch die Annahme des Übereinkommens verpflichtet sich die Schweiz grundsätzlich zu einer mit den anderen Alpenlän-

dern koordinierten, spezifischen und ganzheitlichen Politik zur Erhaltung und zum Schutz der Alpen. Ansätze einer solchen Politik sind in unserem Land bereits in verschiedenen Bereichen vorhanden: so zum Beispiel in der regionalen Wirtschaftsförderung, in der Abstufung landwirtschaftlicher Finanzhilfen je nach (Berg-)Region sowie auch - indirekt - in der allgemeinen Berücksichtigung der Finanzkraft der Kantone. Diese Politik wird in der Schweiz unter Berücksichtigung der kantonalen Hoheiten (wie z. B. im Bereich der Wasserwirtschaft) zu gestalten sein.

Wie jede internationale Vereinbarung wird auch dieses Übereinkommen eine Einschränkung in der selbständigen Festlegung der Ziele unserer nationalen Politik mit sich bringen. Mit der Alpenkonvention wird vor allem Linie die Verpflichtung zu einer gezielten und verstärkten Ausrichtung von Massnahmen der öffentlichen Hand - in erster Linie von Bund und Kantonen - auf den Alpenraum und die dort lebende Bergbevölkerung aufgestellt. Dies kann eigentlich umso mehr begrüsst werden, als dabei auf die ausgewiesenen, berechtigten regionalen Erfordernisse speziell Rücksicht genommen werden soll.

Im übrigen werden sich die konkreten Folgen der Alpenkonvention für die Schweiz erst aus den Detailbestimmungen in den vorgesehenen Protokollen ergeben, deren Umsetzung ebenfalls der vorherigen nationalen Vernehmlassung sowie der ausdrücklichen Genehmigung durch die eidgenössischen Räte bedarf.

3003 Bern, im Februar 1991

U/Ref. 788.292 AN/cd

Conférence Internationale sur Les Alpes
des Ministres de L'Environnement
Berchtesgaden
9 - 11 octobre 1989

R E S O L U T I O N

Les ministres et représentants des Gouvernements de

La République fédérale d'Allemagne

La République française

La République italienne

La République fédérale socialiste de Yougoslavie

La Principauté du Liechtenstein

La République d'Autriche

La Confédération helvétique

ainsi que

La Commission des Communautés Européennes

réunis à Berchtesgaden Les 9 - 11 octobre 1989 dans Le
cadre de La Conférence Internationale sur La Protection des
Alpes,

Motifs

1. Conscients que Les Alpes constituent au coeur de L'Europe, de par Leur nature, Leur culture et Leur histoire, un espace privilégié auquel ont part nombre de peuples et de pays,
2. Attendu que Les Alpes sont Le L'espace vital, économique et culturel d'une population qui Leur est propre, population sans laquelle cet espace ne saurait être préservé de façon durable,
3. Considérant que La beauté des sites alpins, consacrée par Les arts et Les sciences, fait de ceux-ci un élément majeur du patrimoine culturel de L'Europe,
4. Reconnaisant que Les Alpes représentent Le plus vaste espace naturel cohérent en Europe, d'une beauté et d'une diversité écologique uniques en Leur genre et présentant des écosystèmes d'une finesse extrême,
5. Considérant que L'milieu alpin, dans Le cadre de L'organisation économique et sociale de L'Europe, était déjà dans Le passé étroitement associé aux autres espaces européens, et que son rôle de lien va encore gagner en importance à L'avenir,
6. Convaincus que Les exigences écologiques doivent avoir La priorité sur Les intérêts économiques lorsqu'il s'agit de préoccupations vitales de La protection de L'environnement alpin,
7. Compte tenu de La structure spatiale des Alpes, qui fait que nombre d'entreprises d'exploitation, souvent concurrentes, veulent s'y établir Les unes à côté des autres dans des vallées étroites et, avec Leurs émissions portent un préjudice considérable au milieu,
8. Sachant bien que L'intensification continue de son exploitation par L'homme menace de plus en plus gravement L'espace alpin et qu'il ne sera pas possible de réparer Les dommages causés ou alors que cela ne pourra se faire que moyennant des dépenses considérables et seulement dans des délais en général fort longs,
9. Conscients que L'exode de La population de certaines régions alpines n'entraîne pas seulement des problèmes sociaux-économiques mais aussi de graves problèmes écologiques,

10. Conscients des grandes différences existant d'une région à l'autre dans les conditions géographiques naturelles, les structures juridiques nationales, la population, l'économie rurale et forestière, l'état et le développement de l'économie, la densité du trafic, ainsi que dans la nature et l'intensité de l'exploitation touristique,
11. Compte tenu de la répercussion mutuelle des effets produits par les normes, mesures et projets d'aménagement importants pour l'environnement du territoire, adoptés dans l'espace alpin ou dans les zones avoisinantes ou dans le reste de l'Europe, et ayant justement trait à la structure, à la charge de nuisances et au péril menaçant propres à l'espace alpin,
12. Conscients de la nécessité de lutter, dans un souci de prévention, contre la charge croissante de pollution dans de grandes portions de l'espace alpin, au moyen de mesures et de projets d'aménagement non limités à certains secteurs géographiques ou techniques et conçus dans un esprit de compatibilité avec l'environnement,
13. Conscients de ce que la nature et l'intensité de l'exploitation de l'espace alpin dans de vastes zones ont abouti à des pertes irrécupérables en espèces, en biotopes et en éléments du paysage méritant d'être conservés, et que la faible capacité de tolérance de l'espace alpin requiert des mesures et des dispositions particulières destinées à maintenir et à restaurer la capacité de l'équilibre naturel,

14. Reconnaissant que, dans certaines zones de L'espace alpin, une trop forte fréquentation touristique a provoqué ou risque de provoquer une surcharge de la nature et du paysage, ainsi qu'une spécialisation excessive de l'économie locale, alors que dans d'autres zones la poursuite du développement du tourisme peut être encouragée dans une mesure tolérable sur le plan écologique et économique,
15. Conscients de ce qu'une exploitation des terres bien adaptée aux conditions locales a contribué pendant des siècles à assurer la diversité des espèces animales et végétales, a été supportable du point de vue de l'écologie, a fait des Alpes un domaine d'habitat et un paysage cultivé et qu'elle constitue également une base indispensable au développement futur de L'espace alpin,
16. Etant donné le risque que fait courir à de vastes territoires alpins la disparition progressive de toute présence humaine due à une évolution défavorable de l'agriculture,
17. Reconnaissant que la forêt alpine, en sa qualité d'habitat riche en espèces animales et végétales, compte tenu de ses multiples fonctions protectrices, mais aussi de sa fonction économique et de son utilité pour la détente, revêt une importance primordiale; qu'elle ne peut toutefois continuer à remplir ces fonctions que de manière restreinte en raison des dommages qu'elle a subis notamment sous l'action des émissions de substances nocives de sources diverses, des changements du climat menaçants, des dégâts provoqués par le gibier et par les pacages,

18. Attendu que la région alpine constitue, au centre de l'Europe, un carrefour où se croisent les axes de circulation nord-sud et est-ouest et que, du fait de l'accroissement du transport des marchandises et des personnes, de l'attrait de l'espace alpin comme lieu de repos de courte ou de longue durée pour les vacanciers, de la densité croissante du peuplement dans divers secteurs géographiques et de la motorisation accrue de la population, le trafic a considérablement augmenté en particulier depuis ces derniers temps, de nouvelles augmentations étant encore à prévoir dans le transport des marchandises à travers les Alpes,
19. Estimant que de l'utilisation renforcée des surfaces naturelles, agricoles ou forestières utilisables, de l'imperméabilisation des terrains, etc., la dégradation des fonctions protectrices de la forêt alpine et d'autres formes de végétation résultent des exigences croissantes en matière de protection contre l'érosion, de protection des sols en général, de protection contre les avalanches et des constructions hydrauliques,
20. Reconnaissant que l'espace alpin revêt également une importance particulière pour l'alimentation en eau potable des populations extra-alpines,
21. Reconnaissant que l'exploitation croissante de l'espace alpin pour les besoins de la civilisation moderne rend nécessaires des efforts accrus dans le domaine de la préservation des ressources en eau, du traitement des eaux usées, de la lutte contre la production de déchets et de la gestion des déchets,
22. Eu égard au fait que les fonctions écologiques de l'espace alpin sont perturbées par des substances polluantes provenant de sources diverses, souvent même de sources situées loin des Alpes,

23. Saluant

- La résolution par laquelle Le Parlement européen, Le 17 mai 1988, s'est prononcé en faveur d'une convention pour la protection de L'espace alpin,
- Les propositions présentées par La Commission Internationale pour La Protection des Régions Alpines (CIPRA),
- Les décisions adoptées Le 9 juin 1989 par La Communauté de travail des Etats des régions alpines, (ARGE-ALP),

24. Saluant et reconnaissant Les résultats acquis et Les efforts déployés par Les Etats alpins à tous Les niveaux de La politique, de La planification et de L'administration, ceux des Communautés européennes, du Conseil de L'Europe, des Organisations des Nations Unies, des Comités bi- et multilatéraux de consultation et de coordination, en particulier des groupes de travail sur Les Alpes,

25. Eu égard aux contributions apportées par Les associations et organisations nationales ainsi que par Leurs unions au niveau international, notamment La Commission Internationale pour La Protection des Régions Alpines (CIPRA) et L'Union Internationale pour La Conservation de La Nature et des Ressources Naturelles (IUCN),

26. Jugent unanimement que Les efforts déployés en vue de dresser un inventaire des causes et des effets des pollutions dans L'ensemble de L'espace alpin ne suffisent pas encore ou ne sont pas encore suffisamment mis à La disposition des autorités et institutions compétentes pour Lutter efficacement contre La pollution croissante de L'espace alpin,

Partie opérationnelle

Généralités

27. Manifestent leur intention, en vue d'assurer une politique globale, de développer et d'intensifier, sur les plans géographique et technique, la coopération transfrontalière au profit des régions alpines, en accordant une attention particulière à la coopération entre les régions au sein des communautés de travail des pays alpins, Alpes-Adria, et régions alpines occidentales,
28. Jugent nécessaire d'utiliser toutes les formes de coopération, y compris la mise à disposition de données, l'élargissement des bases scientifiques, l'application des lois existantes et leur adaptation aux nécessités régionales, et - en fonction des résultats d'un examen ultérieur - l'élaboration de réglementations nationales et internationales spécifiquement alpines plus rigoureuses,
29. Signalent que pour la protection de l'espace alpin, outre des mesures additionnelles dans les domaines spécifiques, il est également indispensable une politique globale en matière de protection de l'environnement comprenant des mesures énergiques nationales et internationales dans les domaines généraux comme la préservation de l'atmosphère, la protection des eaux et du sol, la réduction et l'évacuation des déchets ou la production et l'utilisation écologique de l'énergie,
30. Expriment leur volonté unanime de tenir compte à chaque fois des conséquences géographiques au-delà de leurs frontières, des normes, projets et mesures importantes pour l'espace dans les régions frontalières et, à cette fin, d'informer et de consulter en temps opportun les autorités compétentes des régions concernées,

31. Sont d'accord pour estimer qu'il conviendrait d'améliorer l'organisation et de renforcer les effectifs pour assumer les missions territoriales afin d'assurer à long terme les bases d'un développement durable de l'espace alpin,
32. Jugent nécessaire d'intensifier dans les institutions étatiques et non-étatiques existantes la coopération relative à l'espace alpin dans son ensemble et d'examiner les modalités d'une institutionnalisation ultérieure nécessaire de la coopération,
33. Considèrent qu'il est nécessaire de procéder à une observation régulière de l'évolution de l'espace alpin et à une évaluation de la mise en oeuvre des objectifs de la présente résolution et de communiquer les résultats de cette observation,

Aménagement du territoire

34. Sont convaincus que pour préserver à long terme l'espace vital, naturel et économique des Alpes, il est nécessaire de développer l'utilisation des instruments d'aménagement du territoire afin de coordonner de manière prévoyante les diverses demandes d'utilisation,
35. Jugent utile d'élaborer des principes en matière d'aménagement du territoire mettant en évidence les intérêts essentiels du développement territorial global des Alpes,
36. Affirment leur volonté de concilier, grâce à des mesures d'aménagement du territoire, le développement de l'habitat et des infrastructures et la préservation des équilibres naturels fondamentaux; à cet égard, il convient de prendre en considération les besoins de la population locale et de prévenir les risques naturels en tenant compte
- de la protection des espaces naturels,
 - des exigences d'un développement harmonieux et de la préservation des paysages,
 - de l'exigence de l'intégration harmonieuse des constructions dans les sites,
 - ainsi que de l'utilisation économe des sols,
- et ceci dès l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme pour arrêter l'éparpillement excessif de l'habitat,

37. Envisagent de matérialiser des principes d'aménagement du territoire dans des programmes et des plans supralocaux et locaux non limités à des secteurs techniques, comportant des objectifs en matière d'aménagement du territoire, par ex., en ce qui concerne
- Le développement des établissements humains, notamment la délimitation d'espaces appropriés pour l'habitat
 - La protection durable de zones menacées,
 - L'exclusion dans des zones aussi vastes que possible d'aménagements techniques d'envergure,
 - La création de grandes zones de protection et de repos,
 - La garantie du besoin en habitations de la population locale
 - La prévention d'une trop forte concentration en résidences secondaires et
 - La sauvegarde d'espaces d'écoulement des eaux,
 - Le développement intégré des transports,
 - La protection, l'entretien et le développement de la nature et du paysage,
38. Jugent nécessaire de mettre en place des programmes et des plans en matière de paysage comme partie intégrante des programmes et des plans supralocaux et locaux non limités à des secteurs techniques,
39. Jugent nécessaire d'examiner, sur la base des schémas globaux d'aménagement du territoire, les projets spécifiques ayant une influence sur l'aménagement du territoire, en prenant davantage en compte, et sous tous ces aspects, l'impact de ces projets sur l'environnement, tout en tenant pleinement compte de la situation sensible spécifique des Alpes en élargissant le groupe de projets devant faire l'objet d'une étude d'impact,
40. Préconisent que le respect des exigences de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement soit assuré par l'adoption de clauses appropriées dans les réglementations techniques,

41. Jugent nécessaire de dresser, aussitôt que possible et au plus tard pour la prochaine Conférence Internationale sur les Alpes des Ministres de L'Environnement, un état comparatif de la situation actuelle et un catalogue des mesures d'amélioration nécessaires,

42. Jugent nécessaire

- de définir dans des dispositions ayant force obligatoire le contenu et les modalités de la coordination transfrontalière en matière d'aménagement du territoire,
- d'étudier dans quelle mesure l'aménagement du territoire doit par ailleurs faire l'objet de dispositions ayant force obligatoire,

Préservation de l'atmosphère

43. Sont d'avis unanime que pour réduire encore de manière rigoureuse la pollution atmosphérique
- en ce qui concerne le transport à grande distance de polluants atmosphériques, en tenant compte particulièrement de leurs effets dans les régions alpines à grande altitude, une démarche ultérieure résolue commune est nécessaire au niveau européen au-delà des dispositions prises dans le cadre de la Convention de Genève relative à la pollution atmosphérique transfrontalière à grande distance pour le dioxyde de soufre et le NO_x ,
 - en ce qui concerne la pollution atmosphérique née dans les Alpes eux-mêmes, il est notamment nécessaire de réduire le plus rapidement possible, selon le dernier état de la technique, les émissions de polluants, et que pour réduire la pollution atmosphérique et contribuer à une réduction de l'effet de serre, probablement particulièrement dangereux pour l'espace alpin sensible, il s'impose d'utiliser les sources d'énergie fossiles de façon plus économe et efficace,
44. Considèrent qu'il est souhaitable, en vue d'un meilleur contrôle des transports de polluants par l'atmosphère, de tenir davantage compte de la structure de la surface alpine, des conditions climatologiques et météorologiques dans les Alpes et de leur représentation dans des modèles de simulation,
45. Considèrent qu'il importe d'élaborer le plus rapidement possible un état comparatif de la situation actuelle y compris un bilan des transports transfrontaliers des substances nocives, ainsi qu'un catalogue de mesures à court et moyen terme et d'agir auprès des institutions nationales et internationales compétentes en vue de la mise en oeuvre de celles-ci,

Protection des sols

46. Sont convaincus que pour toutes les utilisations des sols et tout particulièrement pour le développement ultérieur de l'habitat et des infrastructures une utilisation économe de la terre et des sols s'impose et que l'application des techniques de production agricole et sylvicole ménageant les sols est nécessaire,
47. Sont unanimement d'avis qu'il y a lieu d'adopter des mesures permettant:
 - d'assurer la protection des sols par le maintien partout dans les Alpes d'activités économiques qui, comme une agriculture et une sylviculture tenant compte des conditions locales, contribuent positivement à l'entretien et à la conservation des sols,
 - d'empêcher les inondations, les boues, les avalanches, les glissements de terrain,
 - de préserver la couverture végétale et de la restaurer sur les terrains érodés dans la mesure du possible et du raisonnable,
 - de préserver la couverture végétale et de la restaurer sur les terrains érodés,
48. Jugent nécessaire de dresser un état comparatif de la situation actuelle ainsi qu'un catalogue des mesures d'amélioration nécessaires,
49. Considèrent qu'il importe d'appliquer des critères communs ou comparables pour l'inscription des risques au niveau de la parcelle,
50. Considèrent qu'il convient d'élaborer en commun des directives et des valeurs limites pour la protection des sols et de les rendre obligatoires,

Régime des eaux

51. Expriment leur conviction que compte tenu des besoins spécifiques d'approvisionnement en eau de l'espace alpin, de la protection des cours d'eau, du traitement des eaux usées et de la protection contre les crues et du maintien des eaux courantes,
- L'imperméabilisation des surfaces et les autres mesures renforçant et accélérant l'écoulement des eaux doivent être limitées au minimum,
 - des techniques proches des conditions naturelles et écologiquement admissibles doivent être utilisées et perfectionnées pour les opérations de construction hydraulique,
 - il y a lieu de promouvoir la rénaturalisation et la révitailisation d'eaux courantes et de lacs,
 - il y a lieu de maintenir au maximum l'état des eaux courantes et de lacs naturels et de les protéger,

52. Jugent absolument nécessaire que dans l'espace alpin

- L'utilisation de l'énergie hydraulique
- Les prélèvements d'eau et le stockage d'eau
- Le prélèvement de matériaux dans les rivières

ne peuvent être effectués qu'après une étude écologiquement approfondie et dans des conditions écologiquement acceptables notamment en assurant une quantité minimale d'eau écologiquement justifiée; dans des régions particulièrement sensibles du point de vue écologique ce type d'utilisations doit être interdit,

53. Jugent indispensable

- de renforcer et d'assurer la protection des eaux souterraines et de réduire sensiblement la pollution notamment organique et par les résidus de pesticides,
- de faire des efforts accrus pour économiser l'eau et pour réduire la quantité des eaux usées; les eaux usées doivent être épurées selon le meilleur état de la technique; à moyen terme, toutes les agglomérations urbaines dans les Alpes sont à raccorder à des installations d'épuration de telles normes; les boues d'épuration sont à éliminer de façon écologiquement non-nocive tout en fixant et respectant des valeurs de prévention écologiquement justifiées,

54. Jugent absolument nécessaire

- de tenir compte, dans toute la mesure du possible, de la conservation d'un système écologique intact dans les Alpes en tant que réservoir indispensable d'eau potable et de créer des régions de protection des eaux suffisamment étendues que, en cas de besoin, peuvent être transfrontalières,

55. Jugent nécessaire de dresser un état comparatif de la situation actuelle ainsi qu'un catalogue des mesures d'amélioration nécessaires,

56. Considèrent qu'il importe de prendre des dispositions appropriées ayant force obligatoire,

Protection de la nature et entretien du paysage,
notamment en ce qui concerne les zones protégées,
La protection des espèces et des biotopes

57. Expriment leur conviction qu'en ce qui concerne la protection de la nature et l'entretien du paysage,
- il y a urgence de fixer des principes obligatoires relatifs à la protection de la nature et à l'entretien du paysage dans l'espace alpin.
 - il y a lieu d'établir selon des méthodes et critères comparables, une cartographie des biotopes couvrant toute la zone et de tenir celle-ci à jour et sur la base de laquelle les biotopes à protéger doivent faire l'objet d'une protection durable,
 - il est nécessaire d'intensifier et de coordonner les recherches sur l'étendue et les causes de la disparition d'espèces et de biotopes aux fins de restaurer, développer et entretenir les biotopes,
 - il est nécessaire d'établir des programmes de sauvegarde des espèces contenant des objectifs obligatoires et des mesures concrètes en vue de préserver la diversité biologique,
 - il est nécessaire d'établir un réseau représentatif de zones protégées auxquelles sont appliquées des dispositions de protection comparables dans tout l'espace alpin, en tenant particulièrement compte des effets transfrontaliers,
 - il y a lieu de dresser un état comparatif de la situation actuelle ainsi qu'un catalogue des mesures d'amélioration nécessaires,
 - il est nécessaire de créer, au-delà des instruments internationaux existants et en cas de besoin, un nouvel instrument obligatoire définissant les intérêts de la protection de la nature et de l'entretien du paysage ayant une importance transfrontalière,

Tourisme

58. Sont d'accord sur le fait que le développement du tourisme et des infrastructures utilisées pour le tourisme doit être adapté aux impératifs de la protection de la nature et de l'environnement, à l'exigence de conditions de vie et d'évolution économique favorable à la population locale ainsi qu'à un développement équilibré de l'espace alpin dans son ensemble,
59. Sont d'avis qu'il convient de limiter ou de faire cesser des formes d'exploitation touristique particulièrement nuisibles pour l'environnement et d'encourager les activités touristiques qui portent le moins possible atteinte au cadre de vie naturel,
60. Conviennent de coopérer pour atteindre ces objectifs, notamment en ce qui concerne la délimitation de vastes zones, dans lesquelles chaque aménagement touristique est interdit, la renonciation à un équipement ultérieur des glaciers ainsi que la réduction des atteintes à l'environnement dues aux installations de sports d'hiver et à de nouvelles activités de loisirs, ceci comprend la défense d'activités de loisir entraînant des pollutions particulières,
61. Jugent nécessaire d'admettre une extension ultérieure de l'infrastructure touristique seulement après une étude d'impact extrêmement détaillée. Une telle extension - qualitative - est à limiter à des centres existants et doit s'inscrire dans le cadre d'une conception équilibrée pour l'ensemble de l'espace alpin,

- 62. Estiment nécessaire de dresser un état comparatif de la situation actuelle ainsi qu'un catalogue des mesures d'amélioration nécessaires,
- 63. Considèrent qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires obligatoires,

Agriculture de montagne

64. Sont d'avis qu'il est nécessaire d'assurer à long terme l'agriculture de montagne et l'habitat rural, sous une forme adaptée aux conditions alpines locales en vue de conserver et de protéger des paysages cultivés des régions alpines et que, au-delà des mesures générales visant à l'amélioration des conditions de base, il y a lieu de prendre des dispositions particulières tenant compte des exigences écologiques spécifiques et de l'aggravation des conditions économiques de la région alpine concernée,
65. Attachent à cet égard une importance particulière aux paiements directs non liés à la production comme compensation de réalisations écologiques et culturelles nationales,
66. Estiment nécessaire d'offrir des sources de recettes supplémentaires aux fermes et aux endroits situés à une distance raisonnable et de développer les infrastructures d'une manière qui respecte l'environnement,
67. Conviennent de se tenir régulièrement informés, au-delà des cadres actuels, sur leurs mesures et leurs projets afin d'obtenir la coordination la plus large possible des mesures prises pour favoriser une agriculture bien adaptée aux conditions locales du site et de l'environnement,
68. Jugent nécessaire de dresser un état comparatif de la situation actuelle ainsi qu'un catalogue des mesures d'amélioration nécessaires,

Forêts de montagne

69. Sont convaincus qu'outre une réduction radicale des pollutions atmosphériques, les nouvelles mesures suivantes sont particulièrement nécessaires afin de conserver et de développer les forêts de montagne alpines de manière à ce qu'elles puissent remplir leurs fonctions, tout en attachant une priorité à la fonction protectrice par rapport à d'autres fonctions:

- ralentissement de l'évolution des dommages et renforcement de la capacité de résistance des écosystèmes forestiers grâce à une sylviculture proche des conditions naturelles, en particulier grâce à une sélection d'essences forestières adaptée au sites, à un traitement précoce des arbres, à l'assainissement de sites menacés d'érosion et à la régénération des peuplements clairsemés ou vieillis,
- création des préalables en vue d'une régénération naturelle des forêts, par ex. en rétablissant un équilibre entre forêt et gibier, en séparant forêts et pacages, et si nécessaire, en limitant l'exploitation touristique,
- adaptation renforcée de la construction de routes forestières et de leur utilisation aux exigences de la nature et du paysage,
- limitation de l'affectation des terrains boisés à des fins d'habitat, d'équipement industriel, de transports ou de tourisme, et si nécessaire, extension des zones forestières,
- amélioration des conditions-cadres des entreprises forestières notamment en coopérant avec l'agriculture de montagne en vue de promouvoir la vente et l'utilisation des bois ainsi que de préserver les structures d'emploi existantes,

Transports

70. Sont de l'avis unanime que, compte tenu de la situation actuelle des transports et de l'accroissement prévisible du trafic, de nouvelles mesures devront être adoptées, à court ou long terme, ayant en particulier pour objectif,

- de réduire les charges pour l'homme et l'environnement découlant du trafic dans et à travers les Alpes,
- d'activer le développement et l'introduction la plus rapide possible de systèmes améliorés visant à limiter davantage les émissions de tous les types de véhicules motorisés en fonction de l'état de la technique du moment,
- d'exploiter toutes les possibilités d'améliorer l'offre de moyens de transports en commun préservant l'environnement, en particulier dans les agglomérations et les régions touristiques et les possibilités d'accroître l'acceptation des moyens de transports en commun,
- d'effectuer à l'avenir la plus grande partie possible du trafic des marchandises traversant les régions alpines par voie ferroviaire et par transport combiné et d'entreprendre à cet effet sans délai les démarches requises pour l'extension des voies existantes et la création de nouvelles lignes transversales à haute capacité ainsi que de terminaux de chargement suffisants dans des sites permettant le chargement précoce sur la voie ferroviaire, et de promouvoir et de rendre plus attractif ce système de transport par tous les moyens,

Carte de minéraux

- de délibérer sur des modèles d'une coordination renforcée des modes de transport afin d'en accroître l'efficacité, de rationaliser la desserte et de rechercher une réduction du trafic,
- 71. Demandent aux autorités des Etats alpins compétentes en matière de transports ainsi qu'à la Commission des Communautés européennes de tenir expressément compte de ces nécessités lors des négociations internationales en cours en matière de transports,
- 72. Soulignent la nécessité d'une démarche commune coordonnée dans le secteur des transports tenant compte des intérêts de tous les Etats intéressés et de l'intégration européenne,
- 73. Estiment nécessaire de dresser un état comparatif de la situation actuelle ainsi qu'un catalogue des mesures d'amélioration nécessaires,
- 74. Sont unanimement d'avis qu'il convient d'élaborer et de mettre en oeuvre le plus rapidement possible un schéma global de développement des réseaux de communication et des systèmes de transport transfrontaliers, tout en intégrant les intérêts de la protection de l'environnement ainsi que les besoins suprarégionaux et régionaux aux décisions prises en la matière,
- 75. Jugent nécessaire de renforcer les prescriptions de contrôle de transport et de stockage de marchandises dangereuses et de développer des technologies produisant ou utilisant le moins possible des substances dangereuses,

Alimentation en énergie

76. Estiment d'un commun accord que de nouvelles mesures sont nécessaires afin de promouvoir les économies d'énergie, une utilisation rationnelle de l'énergie, le recours à des sources d'énergie peu polluantes ainsi que le développement et l'emploi de sources d'énergie renouvelables dans l'espace alpin,
77. Jugent nécessaire qu'avant de construire de nouvelles centrales dans l'espace alpin leur impact sur l'environnement doit être examiné globalement afin de pouvoir prendre des mesures permettant la réduction maximale d'effets négatifs sur l'environnement,
78. Soulignent la nécessité d'attacher une attention particulière à la distribution de l'énergie, notamment par les lignes d'alimentation en courant ménageant le paysage dans l'espace alpin,
79. Estiment nécessaire d'élaborer des directives générales obligatoires pour la mise à disposition d'une énergie peu polluante du point de vue de la préservation de l'atmosphère ainsi que de la protection de la nature et du paysage et pour le développement de l'énergie hydraulique écologiquement tolérable dans l'espace alpin ainsi que d'établir un catalogue commun de mesures visant à la mise en oeuvre de ces directives.

Gestion des déchets

80. Sont d'avis qu'il conviendrait d'encourager le développement de la collection, réutilisation et évacuation de déchets adaptées aux besoins topographiques, géologiques et climatiques particuliers de l'espace alpin,
81. Sont convenus de tout mettre en oeuvre pour l'assainissement des déchets existants et d'employer davantage de moyens à cette fin,
82. Conviennent d'intensifier la coopération internationale aux fins d'éviter l'acheminement transfrontalier non-contrôlé de déchets,

Bases de données

83. Jugent nécessaire

- d'accroître et d'approfondir les informations sur l'état et l'évolution de l'environnement et des structures dans l'espace alpin,
- d'utiliser, après sa création, l'Agence européenne de l'environnement pour l'ensemble de l'espace alpin, afin d'obtenir des bases de données harmonisées; l'instauration d'une sous-direction de l'Agence européenne de l'environnement dans l'espace alpin est jugée nécessaire,
- de mettre à disposition des données comparables à l'aide d'instruments et de méthodes de mesure, y compris les indicateurs biologiques et en tenant compte de la compatibilité de dispositifs et méthodes existants comme p.ex. le programme CE-CORINE,
- de tenir à disposition et échanger les résultats de mesures aux fins d'une évaluation non limitée aux Alpes,
- d'utiliser dans le cadre d'une coordination et d'une coopération mutuelles, des technologies modernes visant à collectionner et évaluer les données en matière d'environnement,
- de fixer les détails d'un projet de coopération administrative,
- d'utiliser également à cette fin la coopération avec les organisations non-étatiques,

Recherche, éducation en matière d'environnement

84. Jugent nécessaire un inventaire des recherches liées aux Alpes dans les Etats participants, une identification des disciplines où la recherche doit être intensifiée, une évaluation de la mesure dans laquelle l'extension d'institutions de recherche existantes ou la création de nouvelles institutions s'impose du point de vue de la recherche sur les Alpes et de la mesure dans laquelle une coopération interdisciplinaire et transfrontalière accrue est nécessaire dans l'intérêt de la coordination,
85. Envisagent d'assurer, en ce qui concerne cet inventaire, moyennant des dispositions et des mesures organisationnelles harmonisées
- la documentation de résultats des recherches liées aux Alpes et de projets de recherche en cours,
 - la possibilité de fournir une information à l'aide d'installations techniques modernes et d'institutions appropriées, sur les laboratoires de recherches liées aux Alpes, sur des résultats existants de recherches et des projets de recherches en cours,
 - que par des contacts renforcés des institutions de recherche et des autorités seront facilitées des décisions concernant de nouveaux projets de recherche sur les Alpes, leur urgence, leur financement et leur coordination,
86. Sont d'avis qu'il y a lieu de renforcer la formation des adultes, l'éducation en matière de l'environnement dans les écoles et l'information, concernant notamment la culture et l'environnement dans les différentes communautés de langue et de culture de l'espace alpin,

Conséquences et perspectives pour la coopération ultérieure

87. Sont d'accord que, compte tenu des principes définis dans la présente résolution en vue de protéger et sauvegarder l'espace vital "Alpes", il convient d'élaborer une convention dans le cadre de laquelle seront prises successivement des dispositions contraignantes, entre autres pour les domaines suivantes:

- aménagement du territoire
- protection des sols
- régime des eaux
- protection de la nature et entretien du paysage
- tourisme
- transports
- alimentation en énergie

88. Décident de mettre en place un groupe de travail de hauts fonctionnaires ayant particulièrement pour mission

- d'établir des mesures pour satisfaire aux revendications contenues dans la présente résolution
- d'élaborer des modalités pour dresser les inventaires nécessaires
- d'élaborer un projet de convention-cadre;

Le groupe de travail peut instaurer des sous-groupes,

89. Remercient la République fédérale d'Allemagne d'avoir organisé la première Conférence Internationale sur les Alpes des Ministres de l'Environnement et se félicitent de l'offre du Gouvernement de la République d'Autriche d'assumer la présidence du groupe de travail susmentionné et d'inviter à une deuxième Conférence Internationale sur les Alpes des Ministres de l'Environnement qui aura lieu en 1991.

Internationale Alpenkonferenz der Umweltminister

Berchtesgaden

9. - 11. Oktober 1989

R E S O L U T I O N

Die für Umwelt- und Naturschutz zuständigen Minister und
Vertreter der Regierungen

der Bundesrepublik Deutschland

der Französischen Republik

der Italienischen Republik

der Sozialistischen Föderativen Republik Jugoslawien

des Fürstentums Liechtenstein

der Republik Österreich

der Schweizerischen Eidgenossenschaft

sowie

der Kommission der Europäischen Gemeinschaften,

in der Internationalen Alpenkonferenz am 9.-11. Oktober 1989 in
Berchtesgaden

Erwägungsgründe

1. In dem Bewußtsein, daß die Alpen ein durch Natur, Kultur und Geschichte ausgezeichneter Raum im Herzen Europas sind, an dem zahlreiche Völker und Länder teilhaben,
2. Eingedenk der Tatsache, daß die Alpen Lebens-, Wirtschafts- und Kulturraum ihrer eigenen Bevölkerung sind, ohne die dieser Raum nicht auf Dauer erhalten werden kann,
3. In dem Bewußtsein, daß die Schönheit der Alpenlandschaft in Kunst und Wissenschaft ihren Niederschlag gefunden hat und diese Landschaft somit einen wesentlichen Bestandteil des kulturellen Erbes Europas ausmacht,
4. In der Erkenntnis, daß die Alpen der größte zusammenhängende Naturraum Europas, durch einzigartige Schönheit und ökologische Vielfalt geprägt und Träger hochsensibler Ökosysteme sind,
5. In Erwägung des Umstands, daß der Alpenraum im Rahmen der Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung Europas schon in der Vergangenheit eng mit den übrigen Räumen Europas verbunden war und in Zukunft seine verbindende Funktion noch an Bedeutung gewinnen wird,
6. In der Überzeugung, daß ökologische Erfordernisse Vorrang vor ökonomischen Interessen haben müssen, wenn es um essentielle Belange des alpinen Umweltschutzes geht,
7. In Anbetracht der räumlichen Struktur der Alpen, aufgrund deren sich zahlreiche, miteinander häufig konkurrierende Nutzungsansprüche in engen Tälern zusam-

mendrängen und mit ihren Emissionen ein ökologisch bedeutsames Umfeld belasten.

8. In Kenntnis der Tatsache, daß die ständig wachsende Beanspruchung durch den Menschen den Alpenraum in zunehmendem Maße gefährdet, und daß Schäden nicht oder nur mit hohem Aufwand, beträchtlichen Kosten und in der Regel nur in großen Zeiträumen behoben werden können,
9. In dem Bewußtsein, daß die Abwanderung der Bevölkerung aus manchen Regionen der Alpen nicht nur sozio-ökonomische, sondern auch gravierende ökologische Probleme mit sich bringt,
10. In dem Bewußtsein der großen regionalen Unterschiede in den naturräumlichen Gegebenheiten, der staatsrechtlichen Verfassung, der Besiedlung, der Land- und Forstwirtschaft, des Stands und der Entwicklung der Wirtschaft, der Verkehrsbelastung sowie von Art und Intensität der touristischen Nutzung,
11. Angesichts der wechselseitigen Auswirkungen raumbedeutsamer Normen, Planungen und Maßnahmen im Alpenraum oder in vorgelagerten Räumen oder im übrigen Europa gerade im Hinblick auf die besondere Struktur, Belastung und Gefährdung des Alpenraums,
12. In dem Bewußtsein der Notwendigkeit, den wachsenden Belastungen großer Teilräume der Alpen mit raum- und fachübergreifenden Planungen und Maßnahmen, die umweltverträglich zu gestalten sind, vorsorgend zu begegnen,
13. In dem Bewußtsein, daß Art und Intensität der Nutzung des Alpenraumes in weiten Gebieten zu unwiederbringlichen Verlusten an Arten, Biotopen und erhaltenswerten Bestandteilen der Landschaft geführt haben und daß die geringe Belastbarkeit des Alpenraumes besondere Vorkeh-

rungen und Maßnahmen zur Erhaltung und Wiederherstellung der Leistungsfähigkeit des Naturhaushalts erfordert,

14. In der Erkenntnis, daß in einigen Gebieten des Alpenraumes durch eine zu große Konzentration von Erholungsuchenden und Sporttreibenden eine Überbelastung von Natur und Landschaft sowie eine einseitige wirtschaftliche Abhängigkeit der örtlichen Bevölkerung entstanden ist oder entstehen kann, während in anderen Gebieten die Weiterentwicklung des Tourismus in ökologisch und wirtschaftlich verträglichem Maß befürwortet werden kann,
15. In dem Bewußtsein, daß eine standortgerechte Landwirtschaft über Jahrhunderte zur Vielfalt der Tier- und Pflanzenarten beigetragen hat, ökologisch verträglich war, die Alpen als Siedlungsraum und Kulturlandschaft geprägt hat und eine notwendige Grundlage auch für die künftige Entwicklung des Alpenraums bildet,
16. Angesichts der Gefahr, daß eine ungünstige landwirtschaftliche Entwicklung für große Alpengebiete einen fortschreitenden Bevölkerungsschwund mit sich bringt,
17. In der Erkenntnis, daß dem alpinen Bergwald als Lebensraum einer artenreichen Flora und Fauna wegen seiner vielfältigen Schutzfunktionen, aber auch wegen seiner Nutz- und Erholungsfunktion eine herausragende Bedeutung zukommt, er diese Funktionen jedoch wegen seiner Schädigungen u.a. durch Schadstoffemissionen aus unterschiedlichen Quellen, durch die drohende Klimaveränderung, durch Wildverbiß und Beweidung nur noch eingeschränkt erfüllen kann,
18. Eingedenk dessen, daß die Alpenregion ein Verkehrsschnittpunkt in Zentraleuropa in Nord-Süd- und West-Ostrichtung ist, und daß das Verkehrsaufkommen durch den Anstieg der Beförderung von Gütern und Personen, durch

die Beliebtheit des Alpenraums als Erholungsgebiet für Kurz- und Langzeiturlauber, die zunehmende Besiedlungsdichte vieler Teilräume und die steigende Motorisierung der Bevölkerung besonders in der jüngsten Vergangenheit erhebliche Ausmaße angenommen hat und daß im alpenquerenden Güterverkehr weitere Steigerungen zu erwarten sind,

19. In der Einschätzung, daß wegen zunehmender Inanspruchnahme von natürlichen und land- oder forstwirtschaftlich genutzten Flächen, wegen der Versiegelung von Böden, der Beeinträchtigung der Schutzfunktionen des Bergwaldes und anderer Vegetationsformen wachsende Anforderungen an den Erosionsschutz, den Bodenschutz insgesamt, den Lawinenschutz und an wasserbauliche Maßnahmen gestellt werden,
20. In der Erkenntnis, daß der Alpenraum besondere Bedeutung für die Versorgung auch der Bevölkerung außeralpiner Gebiete mit Trinkwasser hat,
21. In der Erkenntnis, daß die wachsenden zivilisatorischen Nutzungen des Alpenraumes zunehmende Anstrengungen zur Sicherstellung der Wasserversorgung, zur Abwasserbehandlung und zur Vermeidung und Entsorgung von Abfällen verlangen,
22. In Ansehung des Umstandes, daß die ökologischen Funktionen des Alpenraumes durch Schadstoffe aus unterschiedlichen Quellen, insbesondere auch aus alpenfernen Quellen, gestört sind,
23. In Würdigung
 - der EntschlieÙung des Europäischen Parlaments vom 17. Mai 1988 zur Konvention zum Schutz des Alpenraumes,
 - der von der Internationalen Alpenschutzkommission

beit in den Arbeitsgemeinschaften Alpenländer, Alpen-Adria und Westalpengebiete große Bedeutung beimessen.

28. Halten es für erforderlich, alle Formen der Zusammenarbeit zu nutzen unter Einschluß der Bereitstellung von Daten, der Erweiterung der wissenschaftlichen Grundlagen, des Vollzugs bestehender Gesetze und deren Anpassung an die regionalen Erfordernisse und - je nach dem Ergebnis weiterer Prüfung - der Erarbeitung verschärfter, alpenspezifischer nationaler oder internationaler Regelungen,
29. Weisen darauf hin, daß zum Schutz des Alpenraumes neben zusätzlichen Vorkehrungen in spezifischen Bereichen auch eine umfassende Umweltpolitik mit effizienten nationalen und internationalen Maßnahmen in generellen Bereichen wie Luftreinhaltung, Gewässer- und Bodenschutz, Abfallvermeidung und -entsorgung oder umweltgerechte Energieproduktion und -verwendung unerläßlich ist,
30. Geben dem übereinstimmenden Willen Ausdruck, bei raumbedeutsamen Normen, Planungen und Maßnahmen im grenznahen Bereich jeweils die räumlichen Auswirkungen jenseits ihrer Grenzen mitzuberücksichtigen und zu diesem Zweck die zuständigen Behörden betroffener Gebiete rechtzeitig zu informieren und zu konsultieren,
31. Stimmen überein, daß die organisatorischen Bedingungen und die personelle Ausstattung für die Wahrnehmung der hoheitlichen Aufgaben zur langfristigen Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen des Alpenraums verbessert werden sollten,
32. Halten es für notwendig, die Zusammenarbeit in Bezug auf den Alpenraum in seiner Gesamtheit in den bestehenden staatlichen und nichtstaatlichen Organisationen zu intensivieren und zu prüfen, wie die erforderliche darüber

hinausgehende Intitutionalisierung der Zusammenarbeit erfolgen soll.

33. Halten es für erforderlich, die Gesamtentwicklung im Alpenraum und die Verwirklichung der Ziele dieser Resolution in regelmäßigen Abständen zu überprüfen und hierüber zu berichten:

Raumplanung

34. Sind der Überzeugung, daß zur langfristigen Sicherung des Lebens-, Natur- und Wirtschaftsraums Alpen das raumplanerische Instrumentarium zur vorausschauenden Koordination der vielfältigen Nutzungsansprüche verstärkt eingesetzt werden muß,
35. Halten es für erforderlich, Grundsätze der Raumordnung aufzustellen, in denen die wichtigsten Belange der räumlichen Gesamtentwicklung der Alpen aufgezeigt werden,
36. Bekräftigen ihren Willen, durch raumplanerische Maßnahmen die Entwicklung von Siedlungen und Infrastrukturen mit der Erhaltung des grundlegenden ökologischen Gleichgewichts in Übereinstimmung zu bringen; dabei ist unter Berücksichtigung der Belange der einheimischen Bevölkerung und zur Vorbeugung gegen natürliche Risiken
- dem Schutz von natürlichen Lebensräumen,
 - den Erfordernissen einer harmonischen Entwicklung und des Landschaftsschutzes,
 - dem Erfordernis einer landschaftsgerechten Bauweise sowie
 - dem sparsamen Flächenverbrauch

bereits bei der Erstellung von Flächennutzungsplänen Rechnung zu tragen und eine weitere Zersiedlung der Landschaft zu stoppen,

37. Erwarten die Konkretisierung der Raumordnungsgrundsätze in überörtlichen und örtlichen fachübergreifenden Programmen und Plänen mit verbindlichen Zielen der Raumordnung, z.B.
- zur Siedlungsentwicklung, insbesondere zur Ausweisung geeigneter Siedlungsräume,
 - zur Freihaltung gefährdeter Gebiete,
 - zur Freihaltung möglichst weiter Gebiete von großtechnischer Erschließung
 - zur Schaffung großräumiger Schutz- und Ruhezone,
 - zur Sicherung des Wohnbedarfs der örtlichen Bevölkerung,
 - zur Verhinderung einer Überlastung durch Zweitwohnsitze
 - zur Freihaltung der Abflußräume von Gewässern,
 - zur integrierten Verkehrsentwicklung sowie
 - zu Schutz, Pflege und Entwicklung von Natur und Landschaft,
38. Halten die Aufstellung von Landschaftsprogrammen und -plänen als zu integrierende Teile der überörtlichen und örtlichen fachübergreifenden Programme und Pläne für erforderlich,
39. Halten es für erforderlich, raumwirksame Einzelvorhaben einer raumordnerischen Prüfung unter verstärkter und umfassender Berücksichtigung der Umweltverträglichkeit zu unterziehen, wobei die sensible spezifische Situation der Alpen durch Erweiterung des Kreises UVP-pflichtiger Projekte voll zu berücksichtigen sind,
40. Setzen sich dafür ein, daß die Beachtung der Erfordernisse der Raumordnung und des Umweltschutzes durch Aufnahme entsprechender Klauseln in die fachlichen Regelungen sichergestellt wird,

41. Halten es für notwendig, daß eine vergleichende Bestandsaufnahme der derzeitigen Situation sowie ein Katalog der erforderlichen Verbesserungsmaßnahmen baldmöglichst, spätestens bis zur nächsten Internationalen Alpenkonferenz der Umweltminister, erarbeitet werden,

42. Halten es für erforderlich,

- Inhalt und Verfahren der raumordnerischen grenzüberschreitenden Koordinierung verbindlich festzulegen,

- zu prüfen, inwieweit im übrigen die Raumplanung Gegenstand verbindlicher Festlegungen sein soll;

Luftreinhaltung

43. Sind übereinstimmend der Auffassung, daß zur weiteren drastischen Reduzierung der Luftverunreinigung

- im Hinblick auf den weiträumigen Transport der Luftschadstoffe vor allem mit Rücksicht auf die Auswirkungen in den Höhenlagen der Alpen über die Vorgaben der im Rahmen des Genfer Übereinkommens über die weiträumige grenzüberschreitende Luftverschmutzung für SO_2 und NO_x getroffenen Festlegungen hinaus ein weiteres gemeinsames entschlossenes Vorgehen auf europäischer Ebene notwendig ist,

- im Hinblick auf die im Alpenraum selbst verursachten Luftverunreinigungen insbesondere die nach dem jeweiligen Stand der Technik bestmögliche Reduktion der Schadstoffemissionen in möglichst kurzer Zeit notwendig ist,

- und daß zur Verminderung der Luftverunreinigung und als Beitrag zur Verringerung des für das sensible Alpengebiet möglicherweise besonders gefährlichen Treibhauseffektes sparsamer und effizienter mit den fossilen Energieträgern umzugehen ist,

44. Halten zur besseren Erfassung der Schadstofftransporte durch die Luft eine stärkere Berücksichtigung der Oberflächengestalt, der klimatologischen und meteorologischen Bedingungen der Alpen und ihrer Darstellung in Simulationsmodellen für erstrebenswert,
45. Halten es für geboten, baldmöglichst eine vergleichende Bestandsaufnahme der derzeitigen Situation einschließlich einer Bilanzierung der grenzüberschreitenden Schadstofftransporte sowie einen Katalog kurz- und mittelfristiger Maßnahmen zu erarbeiten und bei den zuständigen nationalen und internationalen Institutionen auf dessen Verwirklichung hinzuwirken;

Bodenschutz

46. Sind der Überzeugung, daß bei allen Bodennutzungen, insbesondere bei der weiteren Siedlungsentwicklung und bei Infrastrukturmaßnahmen ein sparsamer Umgang mit Grund und Boden geboten und zudem die Anwendung bodenschonender land- und forstwirtschaftlicher Produktionstechniken notwendig sind,
47. Sind übereinstimmend der Auffassung, daß Maßnahmen zu ergreifen sind, durch die insbesondere
- der Bodenschutz dadurch gewährleistet wird, daß der Bodenerhaltung sowie dem Bodenschutz zuträgliche Wirtschaftsaktivitäten, wie eine standortgerechte Land- und

- Forstwirtschaft, im gesamten Alpenraum aufrechterhalten werden,
- Überschwemmungen, Muren, Lawinen, Hangrutschungen verhindert werden,
 - die Vegetationsdecken erhalten und auf erodierten Flächen soweit möglich und sinnvoll wiederhergestellt werden,
48. Halten es für notwendig, daß eine vergleichende Bestandsaufnahme der derzeitigen Situation sowie ein Katalog der erforderlichen Verbesserungsmaßnahmen erarbeitet werden,
49. Halten es für geboten, daß Bodenkataster nach gemeinsamen bzw. vergleichbaren Kriterien errichtet werden,
50. Halten es für erforderlich, daß zum Schutz des Bodens gemeinsame Leitlinien und Grenzwerte erarbeitet und verbindlich festgelegt werden;

Wasserhaushalt

51. Geben ihrer Überzeugung Ausdruck, daß im Hinblick auf spezifische alpenbezogene Erfordernisse der Wasserversorgung, des Gewässerschutzes und der Erhaltung naturnaher Gewässer
- die Versiegelung von Flächen und sonstige den Wasserabfluß verstärkende und beschleunigende Maßnahmen auf ein Mindestmaß zu beschränken sind,
 - naturnahe und ökologisch verträgliche Techniken für wasserbauliche Maßnahmen anzuwenden und weiterzuentwickeln sind,

- die Renaturierung und Revitalisierung von Fließgewässern und Seen zu fördern sind,
- naturnahe Fließgewässer und Seen grundsätzlich in ihrem Zustand zu belassen und unter Schutz zu stellen sind,

52. Halten es für geboten, daß im Alpenraum

- die Nutzung der Wasserkraft,
- die Entnahme und die Speicherung von Wasser,
- die Entnahme von Material aus Gewässern

nur nach umfassender ökologischer Prüfung und nur in ökologisch vertretbarer Weise, insbesondere unter Sicherstellung einer ökologisch begründeten Mindestwassermenge, erfolgen darf; ökologisch besonders sensible Gebiete müssen grundsätzlich von derartigen Nutzungen freigehalten werden,

53. Halten es für unumgänglich.

- den Schutz des Grundwassers und der Gewässer zu gewährleisten und wo möglich zu verstärken und ihre Schadstoffbelastung insbesondere durch Nährstoffe und Rückstände von Pflanzenbehandlungsmitteln drastisch zu reduzieren,
- verstärkte Anstrengungen zum sparsamen Gebrauch von Wasser und damit auch zur Verringerung des Abwasseranfalls zu unternehmen; das anfallende Abwasser ist durch eine Abwasserbehandlung nach dem besten Stand der Technik zu reinigen; auf mittlere Frist müssen alle ge-

geschlossenen Siedlungen in den Alpen an Kläranlagen solchen Standards angeschlossen werden; die anfallenden Klärschlämme müssen einer ökologisch unschädlichen Entsorgung zugeführt werden, für die ökologisch begründete Vorsorgewerte festzulegen und einzuhalten sind,

54. Halten es für geboten, der Erhaltung eines intakten Ökosystems Alpen als bedeutendes Trinkwasserreservoir bei allen Maßnahmen Rechnung zu tragen und ausreichend große und wo erforderlich auch grenzüberschreitende Wasserschutz- und Schongebiete zu schaffen,
55. Halten es für notwendig, daß eine vergleichende Bestandsaufnahme der derzeitigen Situation sowie ein Katalog der erforderlichen Verbesserungsmaßnahmen erarbeitet werden,
56. Halten es für geboten, geeignete Festlegungen in verbindlicher Weise zu treffen:

Naturschutz und Landschaftspflege, insbesondere Schutzgebiete, Arten- und Biotopschutz

57. Geben ihrer Überzeugung Ausdruck, daß im Hinblick auf den Naturschutz und die Landschaftspflege
- die Aufstellung verbindlicher Grundsätze über Naturschutz und Landschaftspflege im Alpenraum dringend notwendig ist,
 - eine flächendeckende Biotopkartierung nach vergleichbaren Methoden und Maßstab zu erstellen und laufend fortzuschreiben ist, auf deren Grundlage die schutzwürdigen Biotope unter dauerhaften Schutz gestellt werden müssen,

- die Forschung über Ausmaß und Ursachen des Arten- und Biotopschwundes und zur Wiederherstellung, Entwicklung und Pflege von Biotopen zu verstärken und zu koordinieren ist,
- Artenschutzprogramme mit verbindlichen Zielen und konkreten Maßnahmen zu erarbeiten sind, um die biologische Vielfalt zu erhalten,
- ein repräsentatives Netz von Schutzgebieten mit vergleichbaren Schutzinhalten im gesamten Alpenraum unter besonderer Berücksichtigung der grenzüberschreitenden Zusammenhänge auszuweisen ist,
- eine vergleichende Bestandsaufnahme der derzeitigen Situation sowie ein Katalog der erforderlichen Verbesserungsmaßnahmen zu erarbeiten ist,
- die Belange von Naturschutz und Landschaftspflege mit grenzüberschreitender Bedeutung soweit nötig über die bereits bestehenden internationalen Verpflichtungen hinaus verbindlich festgelegt werden sollten;

Tourismus

58. Stimmen überein, daß die Entwicklung des Fremdenverkehrs und der touristisch genutzten Infrastruktur mit den Erfordernissen des Schutzes von Natur und Umwelt, gesunder Lebens- und Wirtschaftsbedingungen der einheimischen Bevölkerung sowie einer ausgewogenen Entwicklung für den Alpenraum in seiner Gesamtheit in Ubereinstimmung gebracht werden muß,
59. Sind der Auffassung, daß besonders umweltschadliche Formen der touristischen Nutzung eingeschränkt oder unterbunden und solche touristischen Aktivitäten gefördert werden sollten, die die natürlichen Lebensgrundlagen möglichst wenig beeinträchtigen,

60. Vereinbaren, zur Erreichung dieser Ziele zusammenzuarbeiten, insbesondere bei der Ausweisung großflächiger Zonen, in denen jede touristische Erschließung unzulässig ist, beim Verzicht auf weitere Erschließung von Gletschergebieten und besonders empfindlichen Ökosystemen und Landschaftsteilen, sowie bei der Reduzierung von Belastungen durch Wintersportanlagen und belastende Freizeitaktivitäten; dies schließt ein Verbot besonders umweltbelastender Freizeitaktivitäten mit ein,
61. Halten es für erforderlich, einen weiteren Ausbau der touristischen Infrastruktur nur nach besonders strenger Prüfung der Raum- und Umweltverträglichkeit zuzulassen, wobei ein solcher - qualitativer - Ausbau möglichst auf bestehende Zentren zu beschränken ist und es einer ausgewogenen Konzeption für den Alpenraum in seiner Gesamtheit bedarf,
62. Halten es für notwendig, daß eine vergleichende Bestandsaufnahme der derzeitigen Situation sowie ein Katalog der erforderlichen Verbesserungsmaßnahmen erarbeitet werden,
63. Halten es für geboten, die erforderlichen Festlegungen verbindlich zu treffen;

Berglandwirtschaft

64. Sind der Auffassung, daß die Ausübung der Berglandwirtschaft und die dörfliche Besiedlung in einer den alpinen Standortbedingungen angepaßten Form zur Erhaltung und zum Schutz der Kulturlandschaft des Alpenraumes langfristig zu gewährleisten ist und daß neben allgemeinen Maßnahmen zur Verbesserung der Rahmenbedingungen besondere Vorkehrungen getroffen werden, die den besonderen ökologischen

Erfordernissen und erschwerten Wirtschaftsbedingungen der jeweiligen Alpenregion Rechnung tragen,

65. Messen in diesem Zusammenhang den nicht produktionsgebundenen Direktzahlungen als Abgeltung insbesondere für ökologische und landeskulturelle Leistungen eine herausragende Bedeutung zu,
66. Halten die Bereitstellung zusätzlicher Erwerbsquellen auf dem Bauernhof oder in zumutbarer Entfernung und einen umweltgerechten Ausbau der Infrastruktur für notwendig,
67. Vereinbaren, sich gegenseitig über den bisherigen Rahmen hinaus über ihre Maßnahmen und Planungen regelmäßig zu unterrichten, um eine möglichst weitgehende Koordinierung ihrer Maßnahmen zur Förderung einer standortgerechten und umweltverträglichen Landwirtschaft in den Alpengebieten zu erreichen,
68. Halten es für notwendig, daß eine vergleichende Bestandsaufnahme der derzeitigen Situation sowie ein Katalog der erforderlichen Verbesserungsmaßnahmen erarbeitet werden;

Bergwald

69. Sind der Überzeugung, daß neben der drastischen Reduzierung der Luftverunreinigungen insbesondere folgende weitere Maßnahmen erforderlich sind, um die alpinen Bergwälder in der Weise zu erhalten und zu entwickeln, daß sie ihre Funktionen erfüllen können, wobei der Schutzfunktion Vorrang vor anderen Funktionen zukommt:

- Milderung des Schadensverlaufs und Stärkung der Widerstandskraft der Waldökosysteme durch naturnahen Waldbau, insbesondere durch standortgerechte Baumartenwahl, frühzeitige Pflege, Sanierung von erosionsgefährdeten Stand-

orten und Verjüngung verlichteter und überalterter Waldbestände.

- Schaffung der Voraussetzungen zur natürlichen Waldverjüngung, z.B. durch Herstellung eines ausgewogenen Verhältnisses von Wald und Wild, Trennung von Wald und Weide und erforderlichenfalls Beschränkung der touristischen Nutzung,
- Verstärkte Abstimmung des forstlichen Wegebbaus und der Wegenutzung mit den Erfordernissen von Natur und Landschaft,
- Begrenzung des Verbrauchs von Waldflächen für Siedlungs-, Industrialisierungs-, Verkehrs- oder touristische Zwecke und erforderlichenfalls eine Ausdehnung der Waldflächen,
- Verbesserung der betrieblichen Rahmenbedingungen der Forstbetriebe insbesondere in Zusammenarbeit mit der Berglandwirtschaft zur Förderung des Holzabsatzes und der Holzverwertung sowie zur Erhaltung der gewachsenen Beschäftigungsstrukturen;

Verkehr

70. Sind übereinstimmend der Meinung, daß im Hinblick auf die Verkehrssituation und die künftig zu erwartende Steigerung des Verkehrsaufkommens weitere Maßnahmen kurz- und längerfristiger Art getroffen werden müssen, die insbesondere zum Ziel haben,

- die Belastungen für Menschen und Umwelt durch Verkehr in den Alpen und durch die Alpen zu verringern,

- die Entwicklung und schnellstmögliche Einführung verbesserter Systeme zur weiteren Emissionsminimierung aller Arten von motorisierten Fahrzeugen nach dem jeweiligen Stand der Technik voranzubringen,
 - alle Möglichkeiten zur Verbesserung des Angebots von umweltschonenden öffentlichen Verkehrsmitteln, insbesondere in Siedlungszentren und Tourismusgebieten, und zur Vergrößerung der Akzeptanz öffentlicher Verkehrsmittel auszuschöpfen,
 - möglichst große Teile des alpenquerenden Güterverkehrs künftig auf der Schiene und im kombinierten Verkehr abzuwickeln und hierzu die erforderlichen Schritte zum Ausbau der vorhandenen und Schaffung zusätzlicher leistungsfähiger Eisenbahntransversalen und ausreichender Verladeterminals an Standorten, die ein frühzeitiges Verladen auf die Schiene ermöglichen, umgehend zu ergreifen und dieses Transportsystem unter Einsatz aller Möglichkeiten zu fördern und attraktiver zu gestalten,
 - Modelle verstärkter Koordinierung der Verkehrsträger zur Erhöhung ihrer Leistungsfähigkeit, zur Rationalisierung der Verkehrsbedienung und zur Verringerung des Verkehrsaufkommens zu beraten,
71. Fordern die für Verkehr zuständigen Stellen der Alpenstaaten sowie die Kommission der Europäischen Gemeinschaften auf, diesen Notwendigkeiten bei den laufenden internationalen Verkehrsverhandlungen nachdrücklich Rechnung zu tragen,
72. Betonen die Notwendigkeit gemeinsamen abgestimmten Vorgehens im Bereich des Verkehrs unter Berücksichtigung der Belange aller beteiligten Staaten und der Integration Europas,

73. Halten es für notwendig, daß eine vergleichende Bestandsaufnahme der derzeitigen Situation sowie ein Katalog der erforderlichen Verbesserungsmaßnahmen erarbeitet werden,
74. Sind übereinstimmend der Meinung, daß möglichst schnell eine umfassende Konzeption für die Entwicklung der grenzüberschreitenden Verkehrsverbindungen und Verkehrssysteme erarbeitet und verwirklicht werden soll, wobei die allgemeinen umweltpolitischen Belange unter Berücksichtigung der Besonderheiten des Alpenraumes sowie die überregionalen und regionalen Bedürfnisse in die verkehrspolitischen Entscheidungen zu integrieren sind,
75. Halten es für erforderlich, daß die Kontrollbestimmungen für den Transport und die Lagerung von gefährlichen Gütern verschärft und Technologien entwickelt werden, bei denen möglichst wenig gefährliche Stoffe anfallen oder Verwendung finden;

Energieversorgung

76. Stimmen darin überein, daß weitere Maßnahmen zur Förderung der Energieeinsparung, der rationellen Energieverwendung, des Einsatzes schadstoffarmer Energiequellen sowie der Entwicklung und des Einsatzes regenerativer Energiequellen im Alpenraum erforderlich sind,
77. Halten es für notwendig, daß vor dem Bau weiterer Kraftwerke im Alpenraum deren Auswirkungen auf die Umwelt umfassend untersucht werden, um geeignete Maßnahmen zur weitestgehenden Verringerung von negativen Umweltauswirkungen treffen zu können,
78. Betonen, daß dem Problem der landschaftsschonenden Energieverteilung insbesondere durch Stromversorgungsleitungen im Alpenraum besondere Beachtung beizumessen ist,

79. Halten es für erforderlich, daß verbindliche allgemeine Leitlinien zur Bereitstellung umweltfreundlicher Energie aus der Sicht der Luftreinhaltung sowie des Natur- und Landschaftsschutzes und für einen ökologisch verträglichen Ausbau der Wasserkraft im Alpenraum aufgestellt und ein gemeinsamer Katalog von Maßnahmen zur Verwirklichung der Leitlinien erarbeitet wird;

Abfallwirtschaft

80. Sind der Auffassung, daß die Entwicklung einer den besonderen topographischen, geologischen und klimatischen Bedürfnissen des Alpenraumes angepaßte Abfallerfassung, Abfallverwertung und Abfallentsorgung voranzutreiben ist,
81. Sind übereingekommen, größere Anstrengungen für die Bewältigung von Altlasten zu unternehmen und dafür mehr Mittel einzusetzen,
82. Vereinbaren, zur Vermeidung unkontrollierter grenzüberschreitender Abfallverbringung die internationale Zusammenarbeit zu intensivieren;

Datengrundlagen

83. Halten es für erforderlich,
- die Informationen über den Zustand und die Entwicklung der Umwelt und der Strukturen im Alpenraum zu erweitern und zu vertiefen,
 - die Europäische Umweltagentur nach ihrem Aufbau für den gesamten Alpenraum zu nutzen, um zu abgestimmten Datengrundlagen zu gelangen; die Errichtung eines Subzentrums

der Umweltagentur im Alpenraum wird für erforderlich angesehen,

- mit Hilfe vergleichbarer Meßmethoden unter Einschluß biologischer Indikatoren und unter Berücksichtigung der Kompatibilität mit bereits vorhandenen Einrichtungen und Verfahren, wie z.B. dem EG-CORINE-Programm, vergleichbare Daten bereitzustellen,
- die Meßergebnisse zur alpenübergreifenden Auswertung bereitzuhalten und auszutauschen,
- in gegenseitiger Abstimmung und Zusammenarbeit moderne Technologien zur Erfassung und Auswertung von Umweltdaten zu nutzen,
- näheres in einer Konzeption administrativer Zusammenarbeit festzulegen;
- die Zusammenarbeit mit den nichtstaatlichen Organisationen auch hierfür zu nutzen.

Forschung, Umwelterziehung und Umweltinformation

84. Halten eine Bestandsaufnahme der alpenbezogenen Forschung in den beteiligten Ländern für erforderlich in Verbindung mit einer Analyse, in welchen Fachbereichen die Forschung zu intensivieren ist, inwieweit der Ausbau vorhandener oder die Errichtung neuer Forschungseinrichtungen aus der Sicht der Alpenforschung geboten ist und wieweit es im Interesse der Koordinierung einer verstärkten interdisziplinären und grenzüberschreitenden Zusammenarbeit bedarf;
85. Beabsichtigen, im Zusammenhang mit der Bestandsaufnahme durch verbindliche Festlegungen und abgestimmte organisatorische Maßnahmen darauf hinzuwirken, daß

- alpenbezogene Forschungsergebnisse und laufende Forschungsvorhaben dokumentiert werden,
 - mit Hilfe moderner technischer Einrichtungen und geeigneter Institutionen ein Überblick über die Träger alpenbezogener Forschung, vorhandene Forschungsergebnisse und laufende Forschungsvorhaben vermittelt werden kann,
 - verstärkte Kontakte der Forschungseinrichtungen und der Behörden zur Erleichterung von Entscheidungen über neue alpenbezogene Forschungsvorhaben, ihre Dringlichkeit, Finanzierung und Koordinierung beitragen,
86. Sind der Auffassung, daß die Erwachsenenbildung, die Umwelterziehung an den Schulen und die Information vor allem über Kultur und Umwelt in den unterschiedlichen Sprach- und Kulturkreisen des Alpenraums verstärkt werden müssen;

Konsequenzen und Perspektiven für die weitere Zusammenarbeit

87. Stimmen überein, daß unter Berücksichtigung der in dieser Resolution festgelegten Grundsätze zum Schutz der Umwelt und zur Erhaltung des Lebensraumes Alpen eine Rahmenkonvention erarbeitet werden soll, in deren Rahmen schrittweise verbindliche Regelungen u.a. für folgende Bereiche getroffen werden:
- Raumplanung
 - Bodenschutz
 - Wasserhaushalt
 - Naturschutz und Landschaftspflege
 - Tourismus
 - Verkehr
 - Energieversorgung,

88. Beschließen, eine Arbeitsgruppe hoher Beamter einzusetzen, deren Aufgabe es insbesondere ist,

- Maßnahmen und Empfehlungen zur Realisierung der in dieser Resolution enthaltenen Forderungen zu erarbeiten,
- Modalitäten der erforderlichen Bestandsaufnahmen zu entwickeln,
- einen Entwurf der Rahmenkonvention zu erarbeiten;

die Arbeitsgruppe kann Untergruppen einsetzen,

89. Danken der Bundesrepublik Deutschland für die Veranstaltung der ersten Internationalen Alpenkonferenz der Umweltminister und begrüßen das Angebot der Regierung der Republik Österreich, die Leitung dieser Arbeitsgruppe zu übernehmen und im Jahre 1991 zu einer zweiten Internationalen Alpenkonferenz der Umweltminister einzuladen.



EIDGENÖSSISCHES DÉPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

La même lettre est
 adressée:

3003 Berne,
 788.292

aux partis politiques
 organisations in-
 téressées
 commissions, fondations
 et régies fédérales in-
 téressées

Aux Gouvernements cantonaux

Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)
 Procédure de consultation

Monsieur le Président du Conseil d'Etat,
 Madame la Conseillère d'Etat,
 Messieurs les Conseillers d'Etat,

Nous avons l'avantage de vous soumettre pour avis un projet de
 convention sur la protection des Alpes (Convention alpine),
 accompagné d'un rapport explicatif.

La lère Conférence internationale des ministres de l'envi-
 ronnement sur la protection des régions alpines a eu lieu à
 Berchtesgaden, du 9 au 11 octobre 1989, sur invitation de la
 République fédérale d'Allemagne. Durant cette conférence, les
 pays alpins dont le nôtre, ont adopté une Résolution et un
 programme de travail pour un Groupe international de Hauts
 fonctionnaires, se donnant pour but d'élaborer une conven-
 tion-cadre et des protocoles sur la conservation et la pro-
 tection des Alpes.

Par la suite, le Groupe des Hauts fonctionnaires, composé de
 représentants des sept pays alpins, a élaboré le projet de
 convention ci-joint, du 28 février 1991, que nous vous sou-

- 2 -

mettons. La procédure de consultation doit permettre de présenter un projet ouvert à la signature, lors de la prochaine Conférence des ministres de l'environnement sur la protection des régions alpines, convoquée par la République d'Autriche pour l'automne 1991.

Le présent projet de convention-cadre stipule que les Parties contractantes ont l'obligation générale de pratiquer une politique globale de conservation et de protection des Alpes et fixe les objectifs généraux à atteindre dans divers domaines. Les dispositions d'exécution détaillées concernant ces domaines doivent être ancrées dans des protocoles. La Convention règle en outre la question des organes contrôlant l'application de la Convention alpine. Elle contient enfin les dispositions usuelles concernant la procédure à suivre en cas d'élaboration et de modification de la convention et des protocoles, de litiges ainsi que de signature, de ratification et de dénonciation de la convention.

Pour les détails, nous vous renvoyons au rapport explicatif et au projet de Convention alpine ainsi qu'à la Résolution de Berchtesgaden, ci-joints.

Les cinq protocoles actuellement en voie d'élaboration concernent les domaines suivants: protection de la nature et aménagement du paysage, transports, agriculture de montagne, tourisme et aménagement du territoire. Les travaux ne sont cependant pas suffisamment avancés pour que nous puissions également vous soumettre ces textes pour avis. Il n'est donc guère probable que ces protocoles puissent être ouverts à la signature lors de la prochaine conférence sur la protection des régions alpines, en automne 1991. Il va de soi qu'ils feront également l'objet d'une procédure de consultation.

- 3 -

Nous vous prions de bien vouloir vous prononcer au sujet du présent projet de convention et de nous faire parvenir vos prises de position d'ici le 31 mai 1991 au plus tard. Vous voudrez bien répondre notamment aux questions suivantes:

1. A votre avis, l'élaboration d'une Convention alpine destinée à assurer une coordination des efforts internationaux en matière de conservation et de protection des Alpes est-elle nécessaire et/ou utile?
2. Les raisons d'élaborer une telle convention, énumérées dans le Préambule, vous semblent-elles valables?
3. Le périmètre proposé pour notre pays vous semble-t-il correct?
4. Les objectifs et les mesures concernant les divers domaines énumérés au chiffre 2 de l'article II vous semblent-ils équilibrés?
5. Estimez-vous que la procédure prévue pour la prise de décision (cf. article Vter) est judicieuse?
6. Faut-il instituer un Comité permanent pour accomplir les tâches prévues par l'article VI?
7. Estimez-vous qu'un secrétariat permanent et indépendant, ayant son siège dans un lieu fixe de l'arc alpin est indispensable pour assurer une mise en oeuvre adéquate de la Convention alpine et de ses protocoles? Ou un secrétariat mis sur pied par la Partie contractante qui préside la Conférence alpine, vous suffit-il?
8. Quelles dispositions du projet de convention appellent de votre part des remarques supplémentaires?

EIDGENÖSSISCHE DEPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

L'élaboration du présent projet de convention a été suivie par l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP), qui a collaboré avec les cantons alpins concernés et les divers services fédéraux intéressés. Ceux-ci ont déjà pu se prononcer sur des versions précédentes du projet de convention. C'est pourquoi nous comptons sur votre compréhension si nous ne vous laissons que deux mois pour donner votre avis. Si vous avez besoin de l'aide des services fédéraux pour un examen rapide des documents qui vous sont soumis, vous voudrez bien vous adresser directement à l'OFEFP.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président du Conseil d'Etat, Madame la Conseillère d'Etat, Messieurs les Conseillers d'Etat, l'assurance de notre considération distinguée.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'INTERIEUR

Flavio Cotti
 Président de la Confédération

Annexes

- Projet de Convention alpine, du 28 février 1991
- Rapport explicatif
- Résolution de Berchtesgaden
- Liste des participants à la consultation



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

Gleicher Brief geht an: 3003 Bern,
 788.292

die politischen Parteien
 interessierten Verbände
 interessierten Kom-
 missionen
 Stiftungen und An-
 stalten

An die
 Kantonsregierungen

Uebereinkommen zum Schutz der Alpen (Alpenkonvention)
 Vernehmlassungsverfahren

Herr Regierungsratspräsident
 Frau Regierungsrätin
 Herren Regierungsräte

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf für ein Uebereinkommen zum Schutz der Alpen (Alpenkonvention) samt erläuterndem Bericht zur VERNEHMLASSUNG.

Anlässlich der ersten Alpenkonferenz der Umweltminister der Alpenländer, welche auf Einladung der Bundesrepublik Deutschland vom 9.-11. Oktober 1989 in Berchtesgaden stattfand, hat auch unser Land eine Resolution und ein erstes Arbeitsprogramm für eine internationale Gruppe hoher Beamter verabschiedet, womit die Ausarbeitung einer Rahmenkonvention samt zugehörigen Protokollen zur Erhaltung und zum Schutz der Alpen bezweckt wird.

In der Folge hat die aus Vertretern der sieben Alpenländer bestehende Gruppe hoher Beamter beiliegenden Konventionsentwurf vom 28. Februar 1991 erarbeitet, der nun zur Vernehmlassung kommt, damit der nächsten Alpenkonferenz der Umweltminister, welche auf Einladung der Republik Oesterreich im Herbst 1991 stattfinden soll, eine international abgesicherte Vorlage zur Unterzeichnung vorgelegt werden kann.

Vorliegender Entwurf einer Rahmenkonvention legt die allgemeine Verpflichtung der Vertragsparteien für eine ganzheitliche Politik zur Erhaltung und zum Schutz der Alpen sowie allgemeine Zielsetzungen in verschiedenen Bereichen fest, wobei die detaillierten Ausführungsbestimmungen zu diesen Bereichen in nachgeordneten Protokollen verankert werden sollen. Weiter werden die Organe der Alpenkonvention sowie die üblichen

- 2 -

Verfahrensbestimmungen bezüglich Erstellung und Aenderung des Uebereinkommens und der zugehörigen Protokolle, Beilegung von Streitigkeiten sowie Unterzeichnung, Ratifizierung und Kündigung der Konvention festgelegt.

Für weitere Einzelheiten verweisen wir Sie auf den erläuternden Bericht sowie auf den Entwurf der Alpenkonvention und die Resolution von Berchtesgaden in der Beilage.

Von den erforderlichen Protokollen sind gegenwärtig deren fünf in Ausarbeitung, nämlich für die Bereiche Naturschutz und Landschaftspflege, Verkehr, Berglandwirtschaft, Tourismus und Raumplanung. Sie sind im heutigen Zeitpunkt aber noch nicht soweit gediehen, als dass sie ebenfalls in die Vernehmlassung geschickt werden könnten. Somit ist es kaum denkbar, dass eine Unterzeichnung derselben anlässlich der nächsten Alpenkonferenz im Herbst 1991 erfolgen kann. Auch diese Protokolle werden Ihnen selbstverständlich zu gegebener Zeit vorgelegt.

Wir ersuchen Sie, uns Ihre Stellungnahme zum vorliegenden Konventionsentwurf bis spätestens 31. Mai 1991 zukommen zu lassen. Dabei wollen Sie sich bitte insbesondere zu folgenden Fragen vernehmen lassen:

1. Ist Ihres Erachtens die Erarbeitung einer Alpenkonvention als Grundlage koordinierter internationaler Anstrengungen zur Erhaltung und zum Schutz des Alpenraumes erforderlich bzw. nützlich?
2. Erachten Sie die in der Präambel aufgeführten Gründe für eine solche Konvention als stichhaltig?
3. Erachten Sie den für unser Land vorgeschlagenen Perimeter als richtig?
4. Sind die Ziele und Massnahmen zu den verschiedenen, in Ziffer 2 von Artikel II aufgeführten Bereichen Ihres Erachtens ausgewogen?
5. Erachten Sie die vorgesehene Form der Beschlussfassung (vgl. Artikel Vter) als zweckmässig?
6. Soll ein Ständiger Ausschuss eingesetzt werden, um die Aufgaben gemäss Artikel VI wahrzunehmen?
7. Betrachten Sie ein ständiges und selbständiges Sekretariat an einem festen Ort im Alpenraum als notwendig für eine sachgerechte Umsetzung der Alpenkonvention und deren Protokolle oder würde Ihnen ein Sekretariat genügen, das von der jeweils vorsitzenden Vertragspartei bestellt wird?
8. Welche Bestimmungen des Konventionsentwurfes geben Ihnen zusätzlich zu Bemerkungen Anlass?

- 3 -

Die Erarbeitung des vorliegenden Konventionstextes wurde vom Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (BUWAL) in Zusammenarbeit mit den betroffenen Alpenkantonen und verschiedenen interessierten Bundesstellen begleitet. Diese haben denn auch die Möglichkeit gehabt, bereits zu früheren Konventionsentwürfen Stellung zu nehmen. Aus diesem Grund bitten wir Sie um Verständnis, wenn wir Ihnen für diese Vernehmlassung lediglich einen Zeitraum von 2 Monaten gewähren. Sollten Sie für eine rasche Ueberprüfung der Unterlagen auf eine Hilfe seitens der Bundesinstanzen angewiesen sein, so wollen Sie sich bitte direkt an das BUWAL wenden.

Genehmigen Sie, Herr Regierungsratspräsident, Frau Regierungsrätin, Herren Regierungsräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

EIDG. DEPARTEMENT DES INNERN

Flavio Cotti
Bundespräsident

Beilagen

- Entwurf der Alpenkonvention vom 28. Februar 1991
- Erläuternder Bericht
- Resolution von Berchtesgaden
- Liste der Vernehmlassungsadressaten

Uebereinkommen zum Schutz der Alpen (Alpenkonvention)
Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)

Liste der Venehmlassungsadressaten
Liste des autorités et milieux à consulter

1. Kantonsregierungen / Gouvernements cantonaux

2. In der Bundesversammlung vertretene politische Parteien

Partis politiques représentés au Parlement fédéral

- Freisinnig-demokratische Partei der Schweiz / Parti radical démocratique
- Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz / Parti démocrate chrétien
- Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Parti socialiste suisse
- Schweizerische Volkspartei / Union démocratique du centre
- Liberale Partei der Schweiz / Parti libéral
- Landesring der Unabhängigen / Alliance des indépendants
- Evangelische Volkspartei der Schweiz / Parti évangélique suisse
- Parti suisse du travail
- Nationale Aktion für Volk und Heimat / Action nationale
- Progressive Organisationen der Schweiz
- Partito socialista unitario
- Grüne Partei der Schweiz / Parti écologiste suisse
- Schweizer Autopartei
- Grünes Bündnis Schweiz

3. Wirtschafts- und Fachorganisationen

Associations faitières et spécialisées

- Schweiz. Gewerbeverband / Union suisse des arts et métiers
- Vorort des Schweiz. Handels- und Industrievereins / Union suisse du commerce et de l'industrie
- Fédération romande des syndicats patronaux
- Zentralverband Schweiz. Arbeitgeberorganisationen / Union centrale des associations patronales suisses
- Schweiz. Bauernverband / Union suisse des paysans
- Schweiz. Gewerkschaftsbund / Union syndicale suisse
- Vereinigung Schweiz. Angestelltenverbände / Fédération des sociétés suisses d'employés
- Christlich-nationaler Gewerkschaftsbund der Schweiz / Confédération des syndicats chrétiens
- Landesverband freier Schweiz. Arbeitnehmer / Union suisse des syndicats autonomes
- Zentralverband Schweizerischer Milchproduzenten

4. Weitere Verbände/Autres organisations

- Aerzte für Umweltschutz / Médecins en faveur de l'environnement
- Aktion Saubere Schweiz / Ligue pour la propreté en Suisse
- Bund Schweizerischer Frauenorganisationen / Alliance des sociétés féminines suisses
- Coop Schweiz
- Dachverband Schweizerischer Jagdverbände / Fédération des associations suisses de chasseurs
- Gesellschaft zur Förderung der Schweiz. Wirtschaft / Société pour la développement de l'économie suisse
- Greenpeace Schweiz
- Interessenverband Schweizerischer Kleinkraftwerkbesitzer
- Konsumentinnenforum der deutschen Schweiz
- Migros-Genossenschafts-Bund / Fédération des coopératives Migros
- Oekologenverband der Schweiz / Association suisse des écologues professionnels

- Schweiz. Akademie der Naturwissenschaften / Académie suisse des sciences
- Schweiz. Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete / Groupement suisse pour les régions de montagne
- Schweiz. Arbeitsgemeinschaft für Umweltforschung / Association suisse pour la recherche sur l'environnement
- Schweizerischer Forstverein / Société forestière suisse
- Schweiz. Gemeindeverband / Association des communes suisses
- Schweiz. Ingenieur- und Architekten-Verein / Société suisse des ingénieurs et architectes
- Schweiz. Konsumentenbund / Fédération suisse des consommateurs
- Schweiz. Städteverband / Union des villes suisses
- Schweiz. Strassenverkehrsverband / Fédération routière suisse
- Schweizerischer Verein des Gas- und Wasserfaches / Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux
- Schweiz. Vereinigung zum Schutze der kleinen und mittleren Bauern / Union des producteurs suisses
- Schweiz. Vereinigung für Umweltrecht / Association pour le droit de l'environnement
- Stiftung für Konsumentenschutz / Fondation pour la protection des consommateurs
- Verbindung der Schweizer Aerzte / Fédération des médecins suisses
- Verein zur Förderung der Wasser- und Lufthygiene / Association pour la sauvegarde de l'hygiène de l'eau et de l'air
- Association des postgradués en environnement de l'EPFL
- Association romande de protection des eaux et de l'air
- Fédération romande des consommatrices
- Fédération romande immobilière
- Union romande des gérants et courtiers en immeubles
- Association suisse pour le service aux régions et aux communes
- Automobil-Club der Schweiz
- C.E.R.M.E.
- Informationsdienst für den öffentlichen Verkehr
- Institut für Orts-, Regional- und Landesplanung
- Interessengemeinschaft öffentlicher Verkehr
- LIGNUM, Schweiz. Arbeitsgemeinschaft für das Holz
- Schweiz. Nationalkomitee für grosse Talsperren (SNGT)
- Interessenverband Schweiz. Kleinkraftwerkbesitzer

- Schweiz. Nutzfahrzeugverband ASTAG
- Schweiz. Tourismus-Verband
- Schweiz. Verband für Waldwirtschaft
- Schweiz. Vereinigung für Holzenergie VHe
- Schweiz. Verkehrszentrale
- Schweiz. Wasserwirtschaftsverband
- Touring-Club der Schweiz
- Verband Schweiz. Elektrizitätswerke
- Rheinaubund (Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Natur und Heimat)
- Schweizerische Vereinigung für Landesplanung / Association suisse pour l'aménagement national
- WWF (Schweiz)
- Schweizer Vogelschutz, Verband für Vogel- und Naturschutz / Association suisse pour la protection des oiseaux
- Schweizer Heimatschutz / Ligue suisse du patrimoine national
- Schweizerischer Bund für Naturschutz / Ligue suisse pour la protection de la nature
- Schweizer Alpen-Club / Club alpin suisse
- Schweizerische Gesellschaft für Umweltschutz / Société suisse pour la protection de l'environnement
- Helvetia Nostra
- Schweizerische Vereinigung für Gesundheitstechnik / Association suisse de technique pour l'environnement
- Schweizerische Liga gegen den Lärm / Ligue suisse contre le bruit
- Schweizerische Vereinigung für Gewässerschutz und Lufthygiene / Ligue suisse pour la protection des eaux et de l'air
- Schweizerische Stiftung für Landschaftsschutz und Landschaftspflege / Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage
- Schweizerische Energie-Stiftung / Fondation suisse pour l'énergie
- Naturfreunde Schweiz / Fédération suisse des amis de la nature
- Verband Schweizerischer Abwasserfachleute / Association suisse des professionnels de l'épuration des eaux
- Aqua Viva (Nationale Aktionsgemeinschaft zum Schutze der Flüsse und Seen)
Communauté nationale d'action pour la protection des cours d'eau et des lacs
- Schweizerischer Fischerei-Verband / Fédération suisse de pêche et de pisciculture
- Schweizerische Verkehrs-Stiftung / Fondation suisse des transports
- Verkehrs-Club der Schweiz / Association suisse des transports

5. Eidgenössische Anstalten, Stiftungen und Kommissionen

Etablissements et régies fédérales, fondations et commissions officielles

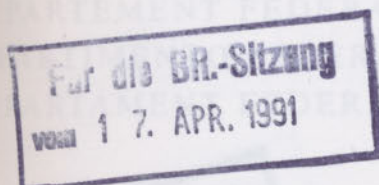
- Schweizerische Bundesbahnen / Chemins de fer fédéraux
- Post-, Telephon- und Telegraphenbetriebe / Entreprise des postes, téléphones et télégraphes
- Schweiz. Wissenschaftsrat / Conseil suisse de la science
- Schweiz. Hochschulkonferenz / Conférence Universitaire suisse
- Schweiz. Schulrat / Conseil des écoles polytechniques fédérales
- Stiftungsrat des Schweiz. Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung / Conseil de fondation du Fonds national suisse de la recherche scientifique

Betroffene Eidg. Kommissionen / Commissions fédérales concernées

- EDA: Nationale schweizerische UNESCO-Kommission
- EDI: Eidg. Kommission für Jugendfragen
- Eidg. Kommission für Frauenfragen
- Eidg. Kommission für Denkmalpflege
- Eidg. Natur- und Heimatschutzkommission
- Eidg. Kommission für Lufthygiene
- Eidg. Kommission für Abfallwirtschaft
- Schweizerische Gewässerschutzkommission
- Eidg. Kommission für wissenschaftliche Information
- Kommission für Konjunktur- und Sozialstatistik
- Eidg. Geologische Fachkommission
- EJPD: Ständige Strassenverkehrskommission
- Schweizerisches Komitee für Kulturgüterschutz
- EVD: Eidg. Kommission für Konsumentenfragen
- Eidg. Heimarbeitskommission
- Beratende Kommission für regionale Wirtschaftsförderung
- Eidg. Berufsbildungskommission
- Beratende Kommission für Fremdenverkehr
- Beratende Kommission für die Durchführung des Landwirtschaftsgesetzes
- Beratende Kommission für die Eidg. landwirtschaftlichen Forschungsanstalten
- Eidg. Wohnbaukommission
- EVED: Eidg. Wasserwirtschaftskommission
- Eidg. Kommission für die Ausfuhr elektrischer Energie

Nouvelle version

12.4.91



Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine);
ouverture de la procédure de consultation

Vu la proposition du DFI du ...

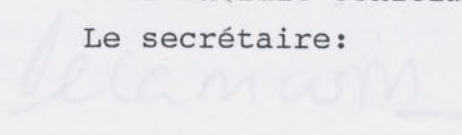
Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé :

1. Il est pris acte du projet de Convention sur la protection des Alpes et du rapport explicatif l'accompagnant.
2. Le DFI est autorisé à ouvrir la consultation auprès des cantons, des partis politiques et des organisations nationales faîtières.
3. Le délai de la procédure de consultation expire le 20 juin 1991.
4. La Chancellerie fédérale annonce l'ouverture de la procédure de consultation dans la Feuille fédérale.

Pour extrait conforme,

Le secrétaire:





250.8

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

3003 Bern, 12. April 1991

Bern, den 11. April 1991

Für die BR.-Sitzung
 vom 17. APR. 1991

An den BundesratAn den Bundesrat

Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)
 Ouverture de la procédure de consultation

Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)
 Ouverture de la procédure de consultation

Mitbericht

zum Antrag des EDI vom 10. April 1991

MITBERICHT

zum Antrag des EDI vom 10. April 1991

1. Der Antrag ist uns am Abend des 10. April 1991 zugegangen. Er figuriert bereits auf der Traktandenliste der Bundesratssitzung vom 17. April 1991. Dies reicht für eine seriöse Behandlung im Mitberichtsverfahren nicht aus.
2. Wir beantragen daher die Verschiebung des Geschäfts auf die Bundesratssitzung vom 24. April 1991.

EIDGENÖSSISCHES
 VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

De Camuz

Entsprechende Anpassung des Beschlusses und des Schreibens an die Vernehmlichung

Beauftragung

Die Vernehmlichungsfrist beträgt grundsätzlich drei Monate. In dringenden Fällen können kürzere Fristen angesetzt werden. Sie sollte hier aber, vor allem auch des grossen Adressatenkreises wegen, nicht unter zwei Monate (ab Versand der Unterlagen) zu liegen kommen.



SCHWEIZERISCHE BUNDESKANZLEI
 CHANCELLERIE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE
 CANCELLERIA DELLA CONFEDERAZIONE SVIZZERA

3003 Bern, 12. April 1991

Für die BR-Sitzung
 vom 17. April 1991

An den Bundesrat

Convention sur la protection des alpes (convention alpine)
 Ouverture de la procédure de consultation

MITBERICHT
 zum Antrag des EDI vom 10. April 1991

Wir sind mit dem Antrag des EDI grundsätzlich einverstanden,
 beantragen aber die folgenden Aenderungen:

1. Erstreckung der Vernehmlassungsfrist auf Ende Juni 1991

Entsprechende Anpassung des Beschlussdispositivs und des
 Schreibens an die Vernehmlassungsadressaten.

Begründung:

Die Vernehmlassungsfrist beträgt grundsätzlich drei Monate.
 In dringenden Fällen können kürzere Fristen angesetzt werden.
 Sie sollte hier aber, vor allem auch des grossen Adressaten-
 kreises wegen, nicht unter zwei Monate (ab Versand der Unter-
 lagen) zu liegen kommen.

2. Ergänzungen mit Hinweisen über den zeitlichen Ablauf des Vernehmlassungsverfahrens zu den Protokollen im Kommentar und in den Schreiben an die Vernehmlassungsadressaten

Begründung:

Aus den Unterlagen geht nicht klar hervor, wie sich das für die Protokolle ebenfalls vorgesehene Vernehmlassungsverfahren abwickeln soll:

Insbesondere interessiert es, zu wissen, ob die Protokolle gesamthaft in die Vernehmlassung geschickt werden und wie die entsprechenden Fristen für den weiteren Ablauf etwa aussehen.

3. Beschränkung des Fragenkataloges im Vernehmlassungsschreiben auf Fragen, die sich auf den Inhalt des Übereinkommens beziehen: Streichen der Ziffern 2, 5, 6 und 7

Begründung:

Im Interesse einer Entlastung der Adressaten sollten Fragen, die sich auf die Organisationsstruktur beziehen, weggelassen werden.

Ebenfalls wenig sinnvoll scheint die Frage Ziffer 2; die Antworten dazu dürften sich im wesentlichen aus der Stellungnahme zu Ziffer 1 ergeben.

4. Separate Begrüssung der unter Ziffer 5 der Vernehmlassungsliste aufgeführten Adressaten

Begründung:

Die unter Ziffer 5 aufgeführten "Eidg. Anstalten, Stiftungen und Kommissionen" sind separat zu begrüssen, da es sich hierbei nicht um übliche Vernehmlassungsadressaten handelt ("Bundesstellen").

Beim Versand der Unterlagen an die Vernehmlassungsadressaten ist S. 5 der Liste daher wegzulassen.

3003 Bern, 15. April 1991

5. Beschränkung der unter Ziffer 4 "weitere Verbände" aufgeführten Stellen

Im Interesse einer effizienteren Gestaltung und wegen der knappen Fristen - auch im Hinblick auf die für die Auswertung zur Verfügung stehende Zeit - sollten nicht zu viele Stellen begrüsst werden. Wir beantragen daher, die Anzahl der unter Ziffer 4 aufgeführten Verbände wesentlich zu reduzieren.

Mitbericht

zum Antrag des EDI vom 10. April 1991

SCHWEIZERISCHE BUNDESKANZLEI

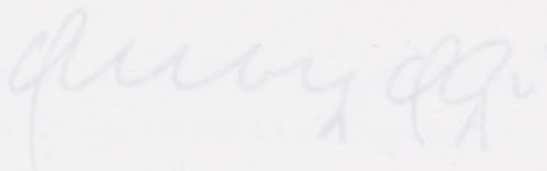
Der Bundeskanzler



Erklärung

Der Antrag ist uns am Abend des 10. April 1991 zugegangen. Er figuriert bereits auf der Tagesordnungsliste der Bundsratssitzung vom 17. April 1991. Dies reicht für eine seriöse Behandlung im Mitberichtsverfahren nicht aus.

EDIGENÖSSISCHES VERKEHRS- UND
 ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT



Adolf Ogi



EIDGENÖSSISCHES VERKEHRS- UND ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DEPARTEMENT FEDERAL DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DEI TRASPORTI, DELLE COMUNICAZIONI E DELLE ENERGIE
 DEPARTAMENT FEDERAL DA TRAFFIC ED ENERGIA

3003 Bern, 15. April 1991

Für die BR.-Sitzung
 vom 17. APR. 1991

An den Bundesrat

Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)
Ouverture de la procédure de consultation

Mitbericht

zum Antrag des EDI vom 10. April 1991

Wir unterstützen den Mitbericht des EVD vom 11. April 1991 und beantragen Verschiebung des Geschäfts auf die Bundesratssitzung vom 24. April 1991.

Begründung:

Der Antrag ist uns am Abend des 10. April 1991 zugegangen. Er figuriert bereits auf der Traktandenliste der Bundesratssitzung vom 17. April 1991. Dies reicht für eine seriöse Behandlung im Mitberichtsverfahren nicht aus.

EIDGENÖSSISCHES VERKEHRS- UND
 ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

Adolf Ogi



EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT MILITAIRE FÉDÉRAL
 DIPARTIMENTO MILITARE FEDERALE
 DEPARTAMENT FEDERAL MILITAR

3003 Bern, 18. April 1991

031/67

Ihr Zeichen
 Ihre référence
 Vostro segno

592.061-001

Die Nachricht vom
 communication du
 comunicazione del

Ihr Zeichen
 Ihre référence
 Vostro segno

**Für die BR.-Sitzung
 vom 24. APR. 1991**

An den Bundesrat

Convention sur la protection des
 Alpes (Convention alpine)

M i t b e r i c h t

zum Antrag des Eidg. Departement des Innern
 vom 10. April 1991

Wir sind mit dem Antrag grundsätzlich einverstanden, bitten
 aber um eine klärende Stellungnahme zu folgendem Punkt:

Artikel Vter, Absatz 1 sieht vor, dass Beschlüsse der Alpen-
 konferenz mit einer 3/4 Mehrheit gefasst werden können, falls
 sich kein Konsens erzielen lässt. Eine solche Bestimmung ver-
 leiht der Alpenkonferenz einen, wenn auch nur bescheidenen,
 Anstrich von Supranationalität.

Wir fragen uns, ob die damit verbundene Einschränkung der
 Entscheidungskompetenz der Vertragsparteien notwendig ist,
 sollte es doch möglich sein, im sehr kleinen Kreis der Alpen-
 länder konsensfähige Lösungen auszuarbeiten. Gleichzeitig
 fragen wir uns, ob es überhaupt wünschbar sein kann, in einem

2.2

Am Ende von Kapitel I (Seite 3) ist der letzte Satz
 "Danach ... sein" zu streichen.

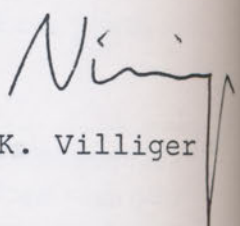
EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT
DEPARTMENT MILITAIRE FÉDÉRAL
DEPARTAMENTO MILITARE FEDERAL
DEPARTAMENT FEDERAL MILITAR

Entscheidungsprozess eine Vertragspartei zu überstimmen, wenn es schliesslich darum geht, die aktive Mitwirkung aller für den Schutz der Alpen zu sichern.

Wir wären ferner interessiert daran, zu erfahren, ob die Möglichkeit des Mehrheitsentscheids, die ja wohl auch auf materielle wesentlich gewichtigeren Zusatzprotokolle Anwendung finden wird, Auswirkungen hat auf die Referendumsfähigkeit der Vorlage.

EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT

M i t t e r t a g


K. Villiger

Antrag des Eidg. Departement des Innern
vom 10. April 1931

Wir sind mit dem Antrag grundsätzlich einverstanden, bitten aber um eine klärende Stellungnahme zu folgendem Punkt:
Artikel Vter, Absatz 1 sieht vor, dass Beschlüsse der Alpenkonferenz mit einer 3/4 Mehrheit gefasst werden können, falls sich kein Konsens erzielen lässt. Eine solche Bestimmung verleiht der Alpenkonferenz einen, wenn auch nur beschränkten, Anstich von Supranationalität.
Wir fragen uns, ob die damit verbundene Einschränkung der Entscheidungskompetenz der Vertragsparteien notwendig ist, sollte es doch möglich sein, im sehr kleinen Kreis der Alpenländer konsensfähige Lösungen auszuarbeiten. Gleichzeitig fragen wir uns, ob es überhaupt wünschbar sein kann, in einem

Für die BR-Sitzung
 vom 24. APR. 1991

3003 Bern, 19. April 1991

An den Bundesrat

Uebereinkommen zum Schutz der Alpen (Alpenkonvention Einleitung eines Vernehmlassungsverfahrens

Mitbericht

zum Antrag des EDI vom 10. April 1991

Wir sind mit dem Antrag des EDI grundsätzlich einverstanden, beantragen dazu aber folgende Aenderungen:

1. Antrag zu Ziffer 1 des Beschlussesentwurfs

"... l'accompagnant. La prise de position reste cependant ouverte."

Begründung: Es ist unseres Erachtens von Bedeutung, dass sich der Bundesrat seine Stellungnahme ausdrücklich vorbehält.

2. Anträge zum erläuternden Bericht des BUWAL:

- 2.1 Die Abschnitte zwei und drei auf Seite 6 des erläuternden Berichts sind zu streichen.

Begründung: Diese Abschnitte betreffen einen Artikel der Konvention, der noch nicht endgültig formuliert ist. Das Bundesamt für Verkehr wird für die anstehenden Verhandlungen einen Antrag vorbereiten.

- 2.2 Am Ende von Kapitel I (Seite 3) ist der letzte Satz "Danach ... sein" zu streichen.

Begründung: Nachdem der Bundesrat noch nicht abschliessend zur Konvention Stellung genommen hat, erfolgt diese Bereinigung klarheitshalber.

2.3

Kapitel IV, erster Abschnitt (Seite 9), Präzisierung im letzten Satz: "... der Finanzkraft der Kantone. Diese Politik wird in der Schweiz - soweit möglich - unter Berücksichtigung ... zu gestalten sein."

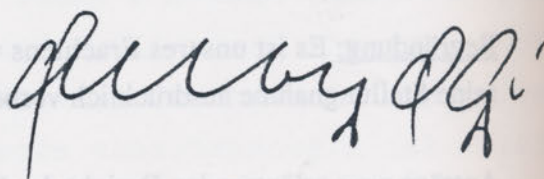
Begründung: Mit Rücksicht auf die durch das Uebereinkommen eingegrenzte Gestaltungsfreiheit der Kantone dient diese Präzisierung der Klarheit.

3. Antrag zum Brief an die Kantone

Seite 1, dritter Abschnitt, Ergänzung ab Zeile 3: "... der nun zur Vernehmlassung kommt, damit die Schweiz an der nächsten Alpenkonferenz ... eine abgesicherte Stellung einnehmen kann."

Begründung: Auch hier muss der Eindruck vermieden werden, der Bundesrat habe bereits Stellung bezogen.

EIDGENÖSSISCHES VERKEHRS- UND
ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT



Adolf Ogi



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

3003 Bern, 23. April 1991

Für die BR.-Sitzung
 vom 24. APR 1991

An den Bundesrat

Convention sur la protection
des Alpes (Convention alpine)

Stellungnahme

zum Mitbericht des EMD von 18. April 1991.

1. Wir können dem EMD auf seine Frage wie folgt antworten:

Dass gewisse Beschlüsse von Organen internationaler Ueber-einkommen nicht einstimmig gefasst werden müssen, ist durchaus üblich (vgl. z.B. Art. 16 Abs. 2 der Berner Konvention; SR 0.455). Im vorliegenden Fall gilt es zu beachten, dass die zulässigen Mehrheitsbeschlüsse gemäss Artikel Vter Absatz 1 sich nicht auf die allgemeinen und möglicherweise weitreichenden Verpflichtungen des Artikels II - dieser regelt auch die Zusatzprotokolle - beziehen, sondern auf die in ihren Konsequenzen vergleichsweise unproblematischen Aufgaben der Alpenkonferenz nach Artikel V bis; dort ist etwa die Rede von "Vorschlägen", "Einsetzung von Arbeitsgruppen", "Uebermittlung und Auswertung von Informationen" usw. Aus diesem Grund sind auch keine negativen

7 Ex. (CS 4, BAK 3)
 4 Ex. zur Kenntnis
 4 Ex. zur Kenntnis
 4 Ex. zur Kenntnis
 4 Ex. zur Kenntnis

Auswirkungen auf die Referendumsfähigkeit der Vorlage zu befürchten.

- 2. Aufgrund des Mitberichtes des EMD ergeben sich für die Vernehmlassungsunterlagen keine Aenderungen.

Seite 1, dritter Abschnitt, Ergänzung zu Zeile 3: "... der nun zur Vernehmlassung kommt, damit die Schweiz an der nächsten Alpenkonferenz ... eine stärkere Stellung einnehmen kann."

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
DES INNERN

Flavio Cotti

Seite 1, dritter Abschnitt, Ergänzung zu Zeile 3: "... der nun zur Vernehmlassung kommt, damit die Schweiz an der nächsten Alpenkonferenz ... eine stärkere Stellung einnehmen kann."

Begleitung: Auch die Einbeziehung der ...

Wir können dem EMD auf seine Frage wie folgt antworten:

EIDGENÖSSISCHES VERKEHR UND ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 Diese Gruppe beschliesst von Organen internationaler Ueber-
 einkommen nicht einstimig gefasst worden wären, ist
 durch Gesetz vom 2. März 1988, Art. 15 Abs. 3 der Berner
 Konvention (S. 0.455), im vorliegenden Fall gilt es zu
 beachten, dass die zutreffenden Mehrheitsbeschlüsse genau
 Artikel vier Absatz 1 nicht auf die allgemeinen und
 möglicherweise weitergehenden Verpflichtungen des Artikels
 11 - dieser regelt auch die Zusatzprotokolle - beziehen,
 sondern auf die in ihren Konsequenzen vergleichsweise un-
 problematischen Aufgaben der Alpenkonvention nach Artikel
 9 bis; dort ist etwa die Rede von "Vorschlägen", "Einsetzung
 von Arbeitsgruppen", "Übermittlung und Auswertung von In-
 formationen" usw. Aus diesem Grund sind auch keine negativen